Cité libre

VOLUME XX • NUMÉRO 6 • JUILLET-AOÛT 1992 • 3,50 $



LES DÎNERS DE *Cité libre*

DES ÉVÉNEMENTS À NE PAS MANQUER



Ensemble

On écoute...





Esther Delisle, Jean-Louis Gagnon, Jacques Renaud, Jacques Henripin, Albert Breton, Ovide Mercredi, Charles Taylor, D'Iberville Fortier...



On discute...

On cause...



On rigole...



et on mange...



Et de dix !

Anne-Marie Bourdouxhe

Avec ce dixième numéro, nous bouclons la première année de la quatrième renaissance de *Cité libre*. Un titre qui a déjà une longue vie comme nous le rappelle Jean Pellerin, le dernier directeur de la revue à l'époque la plus troublée de son histoire. Que pensez-vous de cette nouvelle «nouvelle série»? Écrivez-nous.

Los Angeles et Bangkok, deux villes, l'une au Nord, l'autre au Sud de la planète, qui ont vécu ce printemps des troubles sociaux illustrant la faillite du vieil idéal libéral de redistribution de la richesse. En cette année du Sommet de la Terre, Tim Brodhead constate que: «Le temps est venu de nous demander si nous ne serions pas les témoins de la fin du «développementalisme» qui, dès l'après-guerre, devait permettre au Sud de rattraper rapidement les niveaux et les styles de vie (ainsi que les valeurs, croyaient certains) de l'Occident».

Les Pères de la Confédération sont silencieux sur le partage des pouvoirs en matière de protection de l'environnement. Rien d'étonnant à cela nous apprend Jean Boutet car «le mot écologie est apparu dans la langue française en 1874, écosystème en 1969 et l'édition de 1976 du *Petit Robert* ne donnait pas encore aux mots environnement, environnemental et environnementaliste les définitions que nous leur connaissons aujourd'hui». Or , à en juger par les dernières propositions constitutionnelles en matière de protection de l'environnement, il semble bien que, si les mots existent, nos gouvernements n'en ont pas encore compris le sens.

Historien, Andreas Minkofski connaît bien l'Allemagne contemporaine. Dans *Cette éternelle obsession de l'hégémonie allemande*, il nous brosse le portrait d'un pays qui, tout en n'étant plus un nain politique, est confronté à des problèmes de taille. Ce qui ne justifie donc pas l'attitude négative que lui manifestent ses partenaires anglophones et francophones au sein de la Communauté européenne.

Vivre Montréal, ce n'est pas la joie ces temps-ci. C'est pourquoi Sylvain Desrosiers nous invite à *Rire Montréal*.

Éric Devlin, lui, a imaginé pourquoi Brian Mulroney a décidé la fermeture du Conseil des sciences et du Conseil économique.

«Pour moi, le plus beau témoignage touchant la valeur et l'honnêteté de *Neria* m'est venu d'une collègue de bureau qui, par certaines de ses manières, appartient au type *Sofi* » de conclure Heather Hill, qui nous raconte, depuis Harare, deux films zimbabwéens.

Si nous nous rappelons fort bien la bataille que les indépendantistes ont menée il y a une vingtaine d'années pour remplacer le vocable Canadiens-français par celui de Québécois, nous en savons moins sur l'origine du mot Canada de même que sur les groupes successifs d'habitants du pays que le terme Canadiens a désigné. Dans *Vers un Canada sans Canadiens*, Richard L'Heureux nous fait part du résultat de ses recherches à ce propos.

«Qui oubliera ce tableau beau et pathétique du père aveugle mené par son fils avec, entre eux, le cadavre de l'intendant de Gonerille, qu'Edgar venait de tuer?» Pour Stephen Schecter qui a vu *Le Roi Lear* traduit et interprété par Jean-Louis Roux dans le rôle titre: « La pièce entière valait cette scène, en toute apparence plus que bonne; magnifique dans sa simplicité et meurtrière à souhait».

George Tombs est bien content de ne pas être libraire. Il vient en effet de terminer la lecture de *L'Invention d'une minorité*, «étude-fouillis» de la politologue Josée Legault sur les Anglo-québécois, et il aurait bien du mal à décider sur quelle étagère ranger ce livre. «Mots croisés? Bande dessinée pour grands enfants? Littérature fantaisiste? ...»

Vous avez lu *La mélancolie démocratique* de Pascal Bruckner? Vous ne pourrez pas faire autrement après avoir lu la critique qu'en fait Louis Cornellier dans ce numéro. Car si Pascal Bruckner ne nous donne pas de recette pour surmonter notre mélancolie démocratique d'intellectuels occidentaux qui n'ont jamais eu à se battre pour la démocratie, «les pistes qu'il trace méritent qu'on s'y attarde».

Marie Desjardins nous propose des livres qui vont à contre-courant du discours médiatique, ce «bouillon de tragédies, plutôt que de culture», bref des livres qui nous permettront d'en apprendre sur les grandes questions de notre époque tels *Les vrais penseurs de notre temps* de Guy Sorman et *Une certaine espérance* de Henri Guillemin. *La dernière tentation* de Nikos Kazantzaki, par contre, lui a beaucoup moins plu.

Enfin, Louis-Philippe Rochon nous parle de Keynes, à propos d'*Une brève histoire de l'euphorie financière*, dernier ouvrage publié en français du grand économiste américain d'origine canadienne John Kenneth Galbraith. Rien de plus naturel puisque ce livre «s'insère dans une tradition purement galbraithienne, pour ne pas dire keynesienne: il rejette tout ce qui est orthodoxe, il critique, il cherche à savoir, il questionne, il ridiculise et il s'amuse».

Bon été et bonne lecture.

À qui appartient *Cité libre*?

Dans sa livraison de février 1951, soit dans la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: «Personne ne possède la revue. Tiré à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi.»

En janvier 1960, pour marquer son dixième anniversaire, *Cité libre* s'est réorganisée. Devenue mensuelle, elle s'est constituée en coopérative d'édition en bonne et due forme qui compte aujourd'hui une centaine de membres. Et les portes ne sont pas fermées.

Les membres de la Coopérative d'information *Cité libre* sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue.

SOMMAIRE

VOLUME XX • NUMÉRO 6 • JUILLET-AOÛT 1992

1 «Confaitdesrations» .... Robert LaPalme
3 Et de dix ! .... Anne-Marie Bourdouxhe
5 *Cité libre*, perpétuelle renaissance .... Jean Pellerin
7 De Los Angeles à Bangkok .... *Tim Brodhead*
11 Environnement et Constitution .... *Jean Boutet*
15 Cette éternelle obsession de l'hégémonie allemande .... *Andreas Minkofski*
18 Rire Montréal .... *Sylvain Desrosiers*
20 Je ne pense plus, donc je ne suis pas .... *Éric Devlin*
21 Neria et Sofi, deux types d'Africaines .... *Heather Hill*
22 Vers un Canada sans Canadiens ? .... *Richard L'Heureux*

ARTS ET LETTRES

25 À propos du Roi Lear de Jean-Louis Roux .... *Stephen Schecter*
26 Ces Afrikaners bien de chez nous .... *George Tombs*
27 La mélancolie de Pascal Bruckner .... *Louis Cornellier.*
29 À lire, relire, ne pas lire .... *Marie Desjardins*
33 Keynes, Galbraith et euphorie financière .... *Louis-Philippe Rochon*

Cité libre

Coopérative d'information
Cité libre

Conseil d'administration
Michel Dupuy, *président*
Kimon Valaskakis, *vice-président*
Guy Sarault, *secrétaire*
Roxane Roy, *trésorière*
Jean-Pierre Bourdouxhe, Jacques Hébert, Paul-Christian Nolin, Gérard Pelletier

Rédaction
Directrice de la revue:
Anne-Marie Bourdouxhe
Secrétaire de rédaction:
Angéline Fournier
Comité de rédaction:
Louise Landry Balas, Jean-Pierre Bourdouxhe, Robert Davies, Louis-Philippe Rochon, Gérard Pelletier, Stephen Schecter, George Tombs.
Révision de texte:
Marie Desjardins
Illustration:
Robert La Palme
Photographie:
Marie Pierre

Production
Infographie: Claude Guérin,
Photocomposition : Typographie Sajy
Impression : Interglobe inc.
Photomécanique : Photo Synthèse

ADRESSES

Siège social
Bureau 1400,
1001, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal, P.Q. H3A 3C8

Rédaction
3846, ave du Parc Lafontaine
Montréal, P.Q. H2L 3M6
Tél.: (514) 398-6754
Fax: (514) 398-7364

Service d'abonnement
PERIODICA
C.P. 444, Outremont
P.Q. H2V 4R6
Tél: Région de Montréal: (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431
Télécopieur: (514) 274-0201

Vente au numéro
MESSAGERIES DE PRESSE BENJAMIN
0160, Jean Milot
Lasalle, P.Q. H8R 1X7
Tél.: (514) 364-1780
Fax: (514) 364-7245

Vente aux libraires
DIFFUSION DIMEDIA
539, boul. Lebeau
Ville St-Laurent, P.Q
H4N 1S2
Tél: (514) 336-3941
Télécopieur: (514) 331-3916

Dépôt légal : 2e trimestre 1991
ISSN:1183-7144
Envoi de publication: enregistrement no. 10123

Cité libre, perpétuelle renaissance

JEAN PELLERIN

Déjà dix numéros, publiés avec une ponctualité comparable à celle des grandes revues d'actualité ! Cela semble incroyable dans le cas d'une publication disposant de faibles moyens financiers. C'est pourtant un fait. *Cité libre* a traversé en flèche la première année de sa survivance, grâce au sérieux et à l'enthousiasme d'une équipe jeune et dynamique, et grâce à un public avide et sympathique. L'exploit mérite d'être souligné. C'est même un tour de force.

À la fin de l'an dernier, quand Jacques Hébert eut l'idée de relancer *Cité libre*, quelques anciens se montrèrent plutôt sceptiques. Quoi ? Ressusciter une revue qui avait sans doute eu du prestige, mais qui avait, comme on a souvent dit, «fait son temps» ? Ressortir du placard une arme sans doute vénérable mais émoussée ? Non, c'était là une initiative d'autant plus risquée qu'elle venait d'un sénateur; et pour comble, d'un sénateur libéral sans doute épaulé par une vieille garde tout aussi libérale ! Le projet semblait d'avance voué à l'échec.

Mais Jacques Hébert n'est pas homme à s'avouer vaincu facilement. Sénateur non Élu, mais combien Efficace, il s'est révélé toute sa vie un animateur et un brasseur d'idées de premier ordre. Oui, bien sûr, l'ambiguïté est réelle, car c'est un fait que *Cité libre* a toujours été libérale, non au sens politique mais au sens idéologique du terme. Ce serait nier un long passé que de la croire liée au parti libéral présent ou passé, même si deux de ses illustres fondateurs furent amenés jadis à se lancer en politique dans le but d'accroître la présence québécoise au sein de l'administration fédérale.

Loin donc de céder aux rabat-joie, Jacques Hébert multiplia démarches, coups de fil et communiqués auprès des «vieux de la vieille» en vue de les rallier à son idée. Son idée ? Ranimer bien sûr l'action qui avait si bien réussi à la revue dans le passé, mais aussi, se porter à la défense, non pas tant du fédéralisme que du Canada : un pays devenu le souffre-douleur d'une génération déboussolée. L'homme fit tant et si bien qu'il organisa chez lui une réunion. Même si je faisais partie des mécréants, je m'y rendis, pataugeant dans la neige jusqu'aux genoux, car c'était un soir de tempête. Les rues étaient presque impraticables. Participaient à la réunion, en plus de notre hôte, Michel Dupuy, Jean-Pierre Bourdouxhe et Kimon Valaskakis, trois personnages au verbe pondéré mais convaincant. Ils se mirent tous à parler de la renaissance de *Cité libre* avec une telle volubilité que je me sentais ridicule d'avoir été aussi pusillanime. J'étais en présence, non plus de jeunes aux options plus ou moins imprévisibles, mais de personnes éminemment renseignées et réfléchies qui se souvenaient des luttes utiles qu'avait menées la revue jadis et qui estimaient le moment venu de les reprendre. On procéda à un examen rigoureux de la situation.

Cité libre avait indubitablement contribué à l'avènement de la Révolution tranquille. Elle avait engendré des hommes d'action, semé des idées nouvelles, surmonté maints tabous et développé une nouvelle mentalité. Seyait-il vraiment de la relancer dans la mêlée ? On dit que quantités de jeunes ont la nostalgie des combats passés. Fort bien. Alors, pourquoi ne lancent-ils pas une revue de leur cru ?

Après avoir fait l'objet de rencontres et d'un colloque, la nouvelle *Cité libre* reparaissait, pimpante et radieuse, en juillet 1991. Tout en respectant l'entête et le format traditionnels, la directrice, Anne-Marie Bourdouxhe, sut donner à la publication un cachet nouveau et professionnel. Elle eut la main heureuse en recrutant des collaborateurs venus de divers milieux, constituant, par le fait même, une équipe à caractère pluraliste, et élargissant l'éventail des opinions exprimées.

Pour plusieurs non-initiés, *Cité libre* aura probablement donné l'impression de n'être qu'une nouvelle revue puisque d'autres, plus renseignés, se demandent parfois comment tout cela a commencé.

Je n'ai pas l'honneur de faire partie des fondateurs de *Cité libre*. Je n'en fus que le dernier directeur, mais à l'époque la plus troublée de son histoire : l'époque où, justement, nous pensions pouvoir transmettre la revue à la génération montante. Je n'entreprendrai pas, ici, de faire l'histoire de la revue, mais qu'on me permette d'en évoquer les grandes lignes.

La fondation de Cité libre *remonte à 42 ans, le premier numéro de la première série ayant paru en juin 1950.*

La fondation de *Cité libre* remonte à 42 ans, le premier numéro de la première série ayant paru en juin 1950. L'équipe de rédaction du tout début se composait de Maurice Blain, Guy Cormier, Réginald Boisvert, Jean-Paul Geoffroy, Pierre Juneau, Charles Lussier, Gérard Pelletier, Roger Rolland et Pierre Elliott Trudeau. Format livre (5 X 8 pcs), le nombre de pages variait entre 44 et 72, et la revue paraissait en moyenne tous les trois mois.

Les sujets ne manquaient pas : la grève de l'amiante et celle des instituteurs de la CECM faisaient couler beaucoup d'encre, de même que la collusion politico-cléricale de

l'époque duplessiste. La corruption électorale et la célèbre dénonciation qu'en firent les abbés Dion et O'Neil; les questions économiques, politiques et sociales, sans oublier les prêtres-ouvriers, le cléricalisme, la littérature, les arts, etc. L'âme de la revue, Gérard Pelletier, signait la plupart des éditoriaux. Pierre Elliott Trudeau se chargeait des complexes questions économiques et politiques, pendant que des collaborateurs plus ou moins réguliers, tels Jean Lapointe, Félix-Antoine Savard, Jean LeMoyne, Pierre Vadeboncoeur, Léon Dion et quelques autres rédigeaient des textes remarquables.

La première série a vécu neuf ans avec 23 numéros, le dernier ayant paru en mai 1959. Huit mois plus tard, soit en janvier 1960, paraissait le premier numéro de la deuxième série.

La première série a vécu neuf ans avec 23 numéros, le dernier ayant paru en mai 1959. Huit mois plus tard, soit en janvier 1960, paraissait le premier numéro de la deuxième série. Le format et l'entête avaient l'apparence que nous leur connaissons aujourd'hui. L'équipe de rédaction était composée de Gérard Pelletier et des collaborateurs Pierre Elliott Trudeau, Jean-Charles Falardeau et Jacques Hébert. Imprimé sur du papier journal, le premier numéro avait plutôt piètre apparence mais il ne manquait pas de piquant. Mgr Joseph Charbonneau, ex-archevêque de Montréal, venait de mourir (19 novembre 1959). Comme il se devait, bien qu'en termes mesurés, l'éditorial de Pelletier traitait du grenouillage qui avait entouré son limogeage le 2 janvier 1950. Démarrage en grande !

Le deuxième numéro avait beaucoup plus de gueule avec son papier raffiné et son entête en couleurs. La polémique Trudeau-Cousineau avait égayé les derniers numéros de la première série. Elle se poursuivit de plus belle au début de la deuxième série. Le jésuite avait témérairement entrepris de critiquer la critique que Trudeau et un groupe de collaborateurs avaient faite de la célèbre Grève d'Abestos. Les questions à débattre abondaient : les subventions aux universités, le mouvement laïc, le débat nucléaire, la guerre d'Algérie. De nouveaux collaborateurs se pointaient, entre autres un certain René Lévesque, dès le troisième numéro et, par la suite, beaucoup d'autres : Arthur Tremblay, Michael Oliver, Fernand Dumont, Karl Stern, Paul Lacoste, P.-A. Liégé, o.p., André Reynauld, Vincent Lemieux, etc.

J'avais commencé à collaborer régulièrement à la revue dès le début de la deuxième série, et je fis partie de l'équipe de rédaction dès septembre 1962. Pelletier venait d'accéder au poste de rédacteur en chef de *La Presse*. C'était l'euphorie. En 1964, je devenais codirecteur avec Pierre Vallières. Mes fonctions ne devaient être que temporaires, soit le temps d'effectuer en douceur la transition entre l'ancienne équipe et la nouvelle. L'expérience tourna au vinaigre et fit éclater un conflit de générations. Elle prit brusquement fin, en mars 1964, après seulement trois mois d'essai. Je demeurais seul directeur avec Jean Paré comme secrétaire de rédaction.

La crise valut un regain de vie à la revue. Les anciens qui avaient cru leur tâche achevée, reprirent du service et les événements commencèrent à se précipiter. Dès avril, la revue publia un manifeste qui fit du bruit. Il s'intitulait *Pour une politique fonctionnelle* et portait les signatures d'Albert et Raymond Breton, Claude Bruneau, Yvon Gauthier, Marc Lalonde, Maurice Pinard et Pierre Elliott Trudeau.

Au printemps 1965, Gérard Pelletier était congédié de *La Presse*, et à l'automne, il annonçait, conjointement avec Jean Marchand et Pierre Elliott Trudeau, son adhésion au Parti libéral fédéral et son intention d'être candidat aux élections de novembre.

Nouveau malaise à la direction de *Cité libre*, laquelle dut faire état du fait qu'elle ne se sentait aucunement liée par l'engagement politique de ses amis qui, d'ailleurs, s'expliquèrent franchement dans la revue. Époque quelque peu stressante, mais combien fructueuse quant au contenu de la revue. Maurice Blain, Charles Taylor et Jacques Tremblay en étaient les pricinpaux collaborateurs. Maurice et moi nous tapions la correction d'épreuves et la mise en page chaque mois sur un coin de ma table de cuisine.

Soixante-trois numéros (10 par année) forment la deuxième série de la revue, le dernier numéro ayant paru en juin 1966. Morte, *Cité libre* ? Allons donc ! Dès septembre de la même année naissaient *Les cahiers de Cité libre*, pendant que les Éditions du *Jour* alimentaient de maints ouvrages sa Collection *Cité libre*. Les Cahiers ne se donnèrent aucune doctrine définie. Ils se voulaient tout simplement un lieu de rencontre. Chaque numéro avait la consistance d'un livre. Il en parut cinq sous la direction de Jacques Tremblay, le dernier numéro datait de juin 1967.

Soixante-trois numéros (10 par année) forment la deuxième série de la revue, le dernier numéro ayant paru en juin 1966. Morte, Cité libre *? Allons donc! Dès septembre de la même année naissaient* Les cahiers de Cité libre.

Et voilà, l'aventure recommence quatre décennies plus tard. Que vaudra-t-elle ? Des nostalgiques chuchotent : *Cité libre* n'a pas le mordant qu'elle avait jadis; elle manque d'attaque; elle est trop solennelle; trop modérée... Il est sans doute encore trop tôt pour voir si ces reproches sont mérités. Les collaborateurs se font de plus en plus nombreux et diversifiés. On aborde de plus en plus de sujets. Peut-être faudra-t-il éventuellement publier des articles plus courts ou augmenter le nombre de pages ? Plus facile à dire qu'à réaliser sans doute. La collaboration a beau être gratuite, le papier, l'impression et la poste coûtent cher. Ne ferait-elle que se maintenir au niveau qu'elle a atteint en seulement un an que ce serait déjà un grand acquis. En conséquence, je ne crois pas me tromper en affirmant que la présente série supporte honnêtement la comparaison avec celles qui l'ont précédée.

De Los Angeles à Bangkok

Tim Brodhead*

Qu'est-il donc advenu du vieil idéal libéral de redistribution de la richesse? Durant les ternte-cinq années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État-providence a fait en sorte que, par des taux d'imposition progressifs et une foule d'autres politiques, chaque citoyen et citoyenne a pu avoir accès à une éducation et à des soins de santé de base, ainsi qu'à un revenu minimum. À l'échelle internationale, un processus analogue, l'aide extérieure, a été établi au cours des années soixante: les pays riches se fixant comme objectif — sans presque jamais l'atteindre — de transférer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) aux pays pauvres pour les aider à se développer. Si, par la redistribution de la richesse, on a voulu créer au Nord une société où chacun aurait sa chance et pourrait participer, de même a-t-on voulu instaurer, à l'échelle de la planète, une société stable, fondée sur la paix et l'interdépendance.

En 1960, le revenu par habitant était trente fois plus élevé dans les pays industrialisés que dans les pays du Tiers monde. En 1989, il était presque soixante fois plus élevé.

Toutefois, ce désir libéral d'éviter que la richesse ne soit concentrée entre les mains de quelques-uns n'était pas fondé sur la seule passion pour la justice sociale. On savait que la société moderne se porterait mieux si les gens avaient assez de pouvoir d'achat pour participer au marché. Aujourd'hui encore, la stabilité sociale exige que tous puissent se sentir partie prenante de la société et de ses institutions. Comme le libre marché accroît les disparités, il nous faut des impôts progressifs et un filet de sécurité au plan social. Dans la plupart des pays, les pauvres ont lutté pour acquérir un pouvoir de négociation réel en tant que travailleurs et consommateurs. Grâce aux institutions démocratiques, on a négocié un contrat social qui a permis pendant trois décennies d'améliorer le niveau de vie de la majorité. Aujourd'hui, les États-Unis consacrent quelque 15 % de leur revenu national à la redistribution de la richesse en assistance sociale, assurance-chômage et autres services de base. Les pays scandinaves y consacrent 25 à 30 % de leur revenu national et les autres pays industrialisés, un pourcentage qui s'échelonne entre celui des États-Unis et celui de la Scandinavie.

Cet effort de redistribution de la richesse a pris fin avec les années quatre-vingt. En effet, selon les données récentes du Bureau du budget au Congrès américain, dans les années quatre-vingt, la totalité de l'augmentation du revenu familial moyen (et plus) est allée à 20 % des familles les plus riches des États-Unis, alors que le revenu familial moyen de 40 % des plus pauvres a diminué. Si l'écart salarial entre travailleurs spécialisés et non spécialisés s'est à peu près maintenu de 1939 à 1975, il a doublé au cours de la décennie quatre-vingt. Cela est dû en partie aux changements apportés aux taux d'imposition par le gouvernement Reagan et à ses coupures dans les programmes sociaux. Selon les experts, les changements technologiques liés à l'inaction complice du gouvernement en sont la cause principale. Les emplois non spécialisés mais payants permettant aux jeunes de quitter l'école pour les chaînes de montage sont en voie de disparition. Restent deux types d'emplois: ceux de la haute technologie, de moins en moins nombreux mais qui exigent un niveau d'instruction très élevé, et ceux du type «Macdo cul-de-sac», qui surabondent sans être pour autant à l'abri des technologies qui réduisent les besoins en main-d'oeuvre.

Ainsi, avec l'abrogation implicite du contrat social, la sécurité et la stabilité sont menacées. Violence aveugle, abus croissant des drogues, effritement de services gouvernementaux aussi essentiels que les écoles et les soins de santé de qualité, aliénation, autant de symptômes d'une société écartelée. Le réflexe des riches qui veulent plus de prisons, des systèmes de sécurité plus sophistiqués et un isolement grandissant ne fait qu'accroître cet écart.

Le Tiers monde perd du terrain

N'empêche que, là-bas comme ici, la foi dans le marché mondial triomphe. À la suite de l'expérience désastreuse de l'Europe de l'Est et des efforts de nombreux pays devenus indépendants pour centraliser tant bien que mal leur planification, les créditeurs exigent aujourd'hui que les marchés soient libres et les économies ouvertes au commerce et aux investissements extérieurs.

Si un intérêt personnel bien compris chez les riches et un solide pouvoir de négociation chez les pauvres ont permis une redistribution de la richesse au Canada, aucun processus similaire n'a joué au plan international. En fait, le Tiers monde perd du terrain. Et ceux que dans le Tiers monde on appelle les pauvres absolus sont en train de perdre la bataille de la survie. Le Rapport 1992 des Nations Unies sur le développement humain rappelle que l'écart séparant le cinquième le plus riche de la population mondiale du cinquième le plus pauvre a doublé au cours des trente dernières années. En 1960, le revenu par habitant était

trente fois plus élevé dans les pays industrialisés que dans les pays du Tiers monde. En 1989, il était presque soixante fois plus élevé. Les revenus par habitant en Afrique et en Amérique latine n'ont cessé de chuter au cours des dix dernières années et les revenus moyens n'y sont pas plus élevés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1970. D'après la Banque mondiale, 950 millions de personnes souffrent de «malnutrition chronique». C'est presque le cinquième de la population mondiale et c'est deux fois plus qu'il y a dix ans.

Si la décennie quatre-vingt-dix évoque en Amérique du Nord l'image des soupes populaires, au Sud elle évoque celle des conflits: deux signes visibles de la pauvreté croissante et de la misère humaine. De l'Afghanistan au Zaïre, l'intervention étrangère, la famine, les gouvernements autocratiques (ou cleptocratiques selon certains) et la guerre civile ont ravagé des pays entiers. Dans les années quatre-vingt, la guerre a dévasté 14 pays en Afrique seulement. Au Libéria, la récente guerre civile a déplacé 1,2 million de personnes, soit la moitié de la population. Des millions de réfugiés survivent de façon précaire grâce à la tolérance de pays voisins et à la générosité, bien que décroissante, de la communauté internationale.

Pire: les populations du Nord, loin de considérer l'aide extérieure comme l'ébauche d'un système de redistribution de la richesse, y voient plutôt une forme de charité coûteuse et inefficace. Les gouvernements du Nord, plus cyniques, y voient un mélange de subornation, de soutien à l'exportation et de pression pour amener les pays récipiendaires à changer leurs politiques.

La fin d'une ère

Selon l'écrivain Arthur Miller : «Une ère prend fin lorsqu'elle a épuisé ses illusions fondamentales». Le temps est venu de nous demander si nous ne serions pas les témoins de la fin du «développementalisme» qui, dès l'après-guerre, devait permettre au Sud de rattraper rapidement les niveaux et les styles de vie (ainsi que les valeurs, croyaient certains) de l'Occident.

Première illusion: l'aide au développement — qui équivaut à une redistribution de la richesse à l'échelle du monde — permet de réduire l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. En réalité, les pays donateurs ont beau insister sur l'importance de l'aide extérieure, d'autres facteurs économiques ont une importance beaucoup plus grande. En effet, si on compare les intérêts sur les prêts et les investissements, les redevances ou autres paiements et les pertes dues à l'effondrement des prix des matières premières aux investissements neufs en aide extérieure on constate que, depuis le milieu des années quatre-vingt, il est sorti plus d'argent du Sud qu'il n'en est entré. Le Rapport 1992 des Nations Unies sur le développement humain estime en effet la perte annuelle du Sud à 500 milliards de dollars pour une rentrée de 50 milliards de dollars en aide extérieure nette. Aux États-Unis, le Conseil des relations étrangères en parle comme d'une «redistribution perverse massive du revenu». Alors que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pérorent avec emphase sur l'amélioration des «principaux indicateurs macro-économiques», les gens ordinaires doivent se contenter d'hôpitaux désormais incapables d'acheter des médicaments et d'écoles sans manuels ni professeurs.

Deuxième illusion: la pauvreté du Sud ne nous affecte pas réellement. L'aide au développement serait une forme de charité qu'on doit accorder selon des critères laissés à la seule discrétion du donateur.

En fait, les problèmes majeurs auxquels la planète est aujourd'hui confrontée (dommages à l'environnement, contrôle des maladies, drogues, terrorisme) ne seront résolus que grâce à une action concertée à l'échelle internationale. Cela implique évidemment la bonne volonté et la coopération du Sud. Prenons l'exemple des négociations tenues en prévision du Sommet de la Terre de Rio, en juin dernier. Les pays riches ont insisté sur la protection de la couche d'ozone, la surveillance du réchauffement de la planète et la préservation de la forêt tropicale, présumée «poumon de la terre». Les pays pauvres ont répliqué que les pays riches ne peuvent plus s'attendre à continuer de consommer une part si disproportionnée des ressources mondiales, soit 70 % de l'énergie, 85 % du bois et 60 % des aliments, alors qu'ils n'abritent que 25 % de la population. Les modèles de consommation doivent diminuer au Nord, augmenter au Sud, donc changer partout. Et il revient aux riches, dont les gaspillages ont causé le gros des dommages connus à ce jour, d'assumer la majeure partie du coût de la protection de l'environnement. Les pauvres considèrent la pollution de l'eau plus urgente que le réchauffement de la planète et la malnutrition plus inquiétante que la contamination dûe à l'usage excessif des fertilisants. On ne résoudra pas les problèmes environnementaux de la planète par des sermons ou par l'intimidation: le Nord et le Sud vont devoir apprendre à coopérer, et donc à s'accommoder des besoins l'un de l'autre, s'ils veulent que la terre demeure habitable.

Première illusion: l'aide au développement — qui équivaut à une redistribution de la richesse à l'échelle du monde — permettrait de réduire l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Troisième illusion, la plus dangereuse peut-être: il est possible de continuer à se tirer d'affaire parce que les difficultés vont se résorber d'elles-mêmes. En réalité, le monde change de manière irréversible. En l'an 2000, la population sera jeune (35 % de la population du Tiers monde aura moins de 14 ans) et plus de la moitié vivra dans les villes (45 des 60 plus grandes villes seront dans le Sud). À moins que les tendances actuelles ne s'inversent, le monde sera divisé entre une minorité de possédants et une majorité de dépossédés, entre des enclaves jouissant d'une prospérité relative et une marée montante de misère.

Avec la fin de la guerre froide, cette complaisance menace grandement notre avenir. On ne peut plus laisser s'agrandir l'écart entre les riches et les pauvres, pas plus au sein des pays industrisalisés, qu'entre ceux-ci et qu'entre les pays du Nord et du Sud. Les pauvres n'éprouvent aucune consolation à se savoir moins exploités, seulement inutiles. Car si le marché sait distribuer les ressources efficacement, les gens sans ressources ne peuvent pas consommer, et les gens incapables de consommer n'ont ni voix, ni pouvoir. Ce qu'ils pouvaient vendre naguère

(ressources naturelles et main-d'oeuvre bon marché) est moins en demande aujourd'hui. C'est la technologie, la connaissance et le capital qui créent désormais la richesse. Le dernier «avantage comparatif» des pauvres, le travail à bon marché, n'est plus marchandable. Désormais, la production moderne a besoin de travailleurs plus instruits que de travailleurs bon marché.

Il n'existe pas de contrat social au niveau international, comme le démontre notre incapacité à atteindre l'objectif répété de consacrer 0,7 % de notre PNB à l'aide extérieure. Dans les années soixante-dix, avec l'OPEP, les pays pauvres ont tenté de se tailler un pouvoir de négociation. Ils ont échoué. Et ils ne peuvent plus jouer les deux superpuissances l'une contre l'autre. Pourtant, ils ont encore certains leviers, comme l'ont prouvé les négociations menant au Sommet de la Terre. Ils troqueront la préservation de l'environnement contre l'allégement de la dette, le changement du style de vie au Nord et l'argent nécessaire au financement de la protection de l'environnement. La pression démographique provoquée par l'exode massif des réfugiés est une pression plus forte encore, quoique moins directe. Fuyant la pauvreté, les sols épuisés et l'incapacité de gagner leur vie, ceux-ci viennent frapper à la porte des pays riches. Ce n'est d'ailleurs pas un phénomène récent. Depuis des décennies, les Antillais se servent de la valve de sécurité de l'émigration et les habitants du Maghreb se cherchent du travail en Europe. Mais l'ampleur de l'exode a décuplé et donne lieu à des tensions sociales et politiques dans les pays hôtes. Si, dans le nouveau marché mondial, capital et sociétés circulent librement, la main-d'oeuvre est toujours tenue de respecter les frontières nationales. Les leaders politiques ont été lents à reconnaître que la seule façon d'empêcher les gens d'émigrer pour trouver un lieu où gagner leur vie était de leur fournir du travail dans leur propre pays.

Entretenir les illusions ou l'idée même que «le monde continue de tourner» malgré tout ne fait que remettre à plus tard les changements inévitables. Les gens ont le sentiment d'être dépouillés de leurs droits. Ils ne font plus confiance à leurs dirigeants politiques et l'expriment en votant pour les partis de droite en Europe et en refusant tout simplement de voter, aux États-Unis. Or il n'y a jamais eu de partage de pouvoir au plan international. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les rédacteurs de la Charte des Nations Unies ont pris soin de réserver un droit de veto aux cinq pays les plus forts. Plus récemment, ce sont les pays industrialisés du Groupe des sept (G7) qui se sont arrogé le processus décisionnel mondial.

L'intégration économique mondiale a même dépouillé les pauvres du pouvoir de contrôler le rythme ou le type de leur développement. La démocratisation et le désir de rendre les gouvernements responsables devant leurs citoyens balaient le Sud comme ils l'ont fait en Europe de l'Est. En même temps, le rôle de l'État-nation lui-même chancelle sous les coups. D'une part, les puissantes sociétés transnationales, le G7 et les institutions financières internationales pèsent de tout leur poids sur les politiques économiques. D'autre part, les nationalismes et les ethnies sont en plein essor. Enfin, les gouvernements de ces nouvelles démocraties sont tout de même contraints d'administrer les politiques économiques sévères dictées par le FMI et appliquées par les pays donateurs.

Dans plusieurs pays du Sud, ces politiques provoquent une sérieuse remise en question du «développement». Si cette remise en cause semble normale là où s'accroît la pauvreté, elle est plus surprenante dans les «miraculeuses économies» du Sud-Est asiatique. Ainsi, malgré une croissance annuelle de 10 %, la Thaïlande est l'exemple même du développement tout de travers qui profite à une minorité au détriment de la majorité. Les Thaïs parlent des ressources communautaires qu'ils ne contrôlent plus, de la stagnation continue des zones rurales qui force les jeunes à chercher du travail à Bangkok, à Manille ou à Djakarta, et du lent effritement de leurs communautés naguère viables.

Le rôle du Canada

Tout comme les autres pays industrialisés, le Canada reste fermement attaché à quelques vieilles illusions. Ainsi, il considère toujours ses relations avec le Sud comme relevant avant tout de l'«aide étrangère». Il ne coordonne presque pas des secteurs aussi connexes que l'immigration, le commerce, l'aide extérieure et la politique étrangère. Au-delà de l'attention sporadique accordée au Tiers monde par le premier ministre, souvent à l'occasion des Sommets de la Francophonie ou du Commonwealth, le Sud n'est pas une priorité. Les problèmes intérieurs, qu'ils soient constitutionnels ou économiques, laissent peu de place aux initiatives en politique étrangère.

Ces dernières années, le gouvernement canadien n'a cessé de réduire son budget d'aide extérieure, blâmant le déficit fédéral et la récession. Les sondages vont dans le même sens: les contribuables croient que «charité bien ordonnée commence par soi-même». Ainsi se maintient l'illusion que le Tiers monde dépend de la «générosité» du Nord pour son développement. Or, les pays en développement achètent beaucoup de biens canadiens. D'après l'Institut Nord-Sud, la crise de l'endettement au Tiers monde, et la réduction des importations par le Sud qui en a résulté, a causé la perte de 130 000 emplois au Canada et d'au moins 24 milliards de dollars en revenus d'exportation. Aux États-Unis, la baisse des exportations vers la seule Amérique latine a coûté 340 000 emplois au cours de la dernière décennie. L'ambition du mandat de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est immense. «Aider les pays et les populations les plus pauvres du monde» ne peut pas, en effet, contrebalancer l'impact des politiques macro-économiques et commerciales. Récemment, la révision institutionnelle de l'ACDI réalisée par la société SECOR reconnaissait implicitement cette impossibilité lorsqu'elle recommandait à l'ACDI d'abandonner son rôle de «livreur» de projets d'aide, pour exercer celui de levier politique au sein des institutions financières canadiennes et internationales et auprès des gouvernements récipiendaires. Reste à voir si ceux qui se font passer pour les «bénéficiaires» de cette recommandation seraient prêts à reconnaître la compétence de l'ACDI dans ce nouveau rôle!

Voici trois exemples, parmi d'autres, d'actions contradictoires ou vouées à l'échec. Le Canada a imposé des quotas aux produits du Bengladesh dès que celui-ci a commencé à exporter fièrement ses textiles chez nous. Or, le Bengladesh est le principal récipiendaire de l'aide canadienne! Un sous-comité parlementaire multipartite proposait, l'année dernière, des actions pratiques pour résoudre la crise mondiale de la dette. Or, le ministère des Finances les a rejetées en déclarant que la crise était sous con-

trôle et que toute autre action serait inopportune. Enfin, dans les pays pauvres, plusieurs gouvernements ont constaté la chute de leurs revenus d'exportation. Ils éprouvent donc plus de difficultés à payer leurs intérêts et à gérer leurs affaires mais le Canada, lui, s'est retiré des accords internationaux concernant des matières premières telles que le jute, le café et le sucre (tout en insistant auprès du GATT pour conserver ses agences de régulation de l'offre).

Deuxième illusion: la pauvreté du Sud ne nous affecte pas réellement. L'aide au développement serait une forme de charité qu'on doit accorder selon des critères laissés à la seule discrétion du donateur.

Au pays, malgré les références à l'interdépendance mondiale et à la concurrence entre les marchés mondiaux, la plupart des gens croient toujours que le Tiers monde c'est loin et sans rapport avec eux. Pourtant, les événements du Tiers monde exercent une influence sur notre environnement, nos emplois et notre sécurité. Les fermiers qui ne peuvent obtenir de justes prix pour leurs produits tropicaux se mettent à la culture des plantes narcotiques (en 1989, l'exportation du café a rapporté 192 millions de dollars U.S. *de moins* à la Colombie qu'en 1988 et ce, malgré une *augmentation* de sa production de 14 %). Ainsi, lorsque leurs économies s'effondrent et que la misère ou les conflits qui s'ensuivent chassent les habitants de ces pays, l'immigration au Canada s'en ressent — 160 000 personnes entrées illégalement au Canada depuis 1981 venaient de pays pauvres et demandaient le statut de réfugiés pour des raisons politiques, économiques ou environnementales. De plus, quand les pays du Sud ne peuvent commercer avec nous, nous perdons des clients potentiels et des emplois. Combien de Canadiens savent, par exemple, que pour la majeure partie de la décennie quatre-vingt, nos exportations de biens manufacturés vers le Sud ont dépassé en valeur nos exportations vers le Japon ou la Communauté européenne?

L'ampleur du changement est considérable. Ses effets se font déjà sentir par la pénible restructuration de l'économie canadienne et par la baisse des aspirations dans la population. Le sentiment de n'avoir aucune prise sur les décisions clés qui marquent nos vies fait germer une dangereuse passivité. Pourtant, ce sont les décisions humaines qui, tout comme les forces du marché, détermineront notre façon de vivre à l'avenir et le monde que nous laisserons à nos enfants. Il n'y a pas de place pour l'égocentrisme ou le fatalisme. Le Canada s'est complu trop longtemps dans l'internationalisme de monsieur Pearson dû en partie à ses efforts pour servir d'honnête médiateur entre le Nord et le Sud. Respecté au Sud tout en étant membre du G7, le Canada aurait donc tout le loisir de faire preuve de leadership en replaçant l'aide extérieure dans son contexte (elle sert d'appoint, non de substitut) et de se doter de politiques cohérentes envers le Sud. Mais pour cela, il lui faudrait analyser la compartimentation de ses responsabilités et les politiques incohérentes qui en découlent.

Est-il possible que les riches acquièrent une bonne compréhension de leur intérêt personnel et les pauvres un solide pouvoir de négociation pour renverser les tendances actuelles? Certains observateurs remarquent un changement de valeurs en Occident. Selon le *Time*, le *nous* remplacerait peu à peu le *moi*. La maison de sondage *Allan Gregg* rapportait en 1991 qu'au Canada, les gens troquaient «le quantitatif et l'insistance sur *le plus*, pour la qualité de vie et l'insistance sur *le mieux* ». Les environnementalistes remettent en question la croissance économique comme seule et unique mesure de l'activité humaine. Le Rapport 1992 des Nations Unies sur le développement humain propose de redéfinir le développement selon des indicateurs qui, outre le PNB par habitant, tiendrait compte d'autres indicateurs du bien-être humain: l'alphabétisation, la longévité, le pouvoir d'achat, les libertés individuelles. Une définition du développement qui envisagerait de réduire à la fois la surconsommation et la pauvreté rapprocherait peut-être les riches et les pauvres d'un terrain d'entente et d'une nouvelle éthique de la viabilité.

On peut comprendre que pour plusieurs «le monde continue de tourner» car, nous avons bénéficié dans le passé d'un ordre international conçu par et pour les riches. Le sentiment d'appauvrissement des Canadiens et des Canadiennes est autant le reflet de la mauvaise distribution de la richesse et des chances de s'en sortir dans notre société, qu'une indication des niveaux objectifs de bien-être. En fait, le Rapport 1992 des Nations Unies sur le développement humain a promu le Canada au sommet, avant le Japon, de l'échelle du niveau de bien-être (mais les trois milliards de dollars dépensés en aide extérieure doivent être mis en perspective. Ils représentent tout juste le quart des dépenses en alcool ou le cinquième des dépenses en produits du tabac, par habitant).

Malgré la fin de la guerre froide, les tensions entre les pays vont sans doute augmenter. Les satellites diffusent «Dallas» et «Dynasty» partout sur la Terre, répandant l'image d'une abondance difficile à imaginer pour des gens sous-alimentés. Comme le faisait remarquer le banquier américain Walter Wriston: «Beaucoup trop de gens sur la planète ont maintenant vu ce que le «centre commercial» du monde tient en magasin». Le capitalisme s'est trop bien vendu. Mais ses succès reposent en partie sur sa capacité d'utiliser les ressources d'une grande portion de la planète. Aujourd'hui, des milliards d'êtres humains sont attirés par cette vision d'abondance. Or, pour la première fois dans l'histoire, les défavorisés du monde entier prennent conscience de l'ampleur des disparités séparant les riches des pauvres et se dotent du pouvoir de négociation qui les remettra en question.

Les pays industrialisés comme le Canada ont un défi énorme à relever: leur propre sécurité exige la réduction de l'écart entre riches et pauvres. Mais cette tâche est irréalisable tant que leurs citoyens concevront cette réduction comme de l'«aide étrangère», et qu'ils voient s'accroître ici même la distribution inégale de la richesse et des chances de s'en sortir. L'intérêt personnel bien compris commence peut-être chez soi. A l'aube du XXI[e] siècle cependant, il ne saurait s'y confiner. ✐

**Ex-président du Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI) qui chapeaute tous les organismes non gouvernementaux oeuvrant dans le développement international, Tim Brodhead est maintenant directeur de programme à la Fondation de la famille J. W. McConnell.*

Environnement et Constitution

JEAN BOUTET*

L'environnement est une préoccupation nouvelle : le mot écologie est apparu dans la langue française en 1874, écosystème en 1969 et l'édition de 1976 du *Petit Robert* ne donnait pas encore aux mots environnement, environnemental et environnementaliste les définitions que nous leur connaissons aujourd'hui.

La juridiction en matière d'environnement

Au Canada, traditionnellement, la question environnementale, en matière constitutionnelle, est abordée du point de vue du partage des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernement.

Lorsque les Pères de la Confédération ont écrit l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, l'environnement n'avait pas l'importance qu'on lui accorde aujourd'hui. C'est pourquoi, la constitution de 1867 n'aborde pas cette question.

Par conséquent, «pour y répondre, il faut s'en rapporter à la constitution, à la jurisprudence et à la doctrine»,[1] bien que celles-ci demeurent embryonnaires.

Victime des conflits

Au Canada, à l'heure actuelle, la compétence en matière d'environnement est partagées entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux. Outre les problèmes inhérents aux juridictions partagées, ce partage est conflictuel compte tenu de la nouveauté de la question et de la surenchère politique. Bien souvent, ce conflit s'explique parce que les gouvernements, n'ayant pas exercé adéquatement leur compétence en ce domaine, veulent soudainement se rattraper en ayant l'air d'agir de manière responsable. Opinion publique oblige !

À cet égard, le problème du projet Grande-Baleine est révélateur. La Loi de la qualité de l'environnement du Québec ne s'applique pas au nord du 55e parallèle. Le Québec avait délibérément choisi de ne pas envisager d'examen indépendant des aspects environnementaux des projets de développement hydro-électrique et ce, malgré les demandes répétées des personnes averties sur cette question et surtout, malgré les signes d'inquiétude manifestés par les clients potentiels de la Nouvelle-Angleterre quant à son impact environnemental.

Le gouvernement fédéral y a vu l'occasion inespérée de promouvoir son nouveau virage vert. Il s'est empressé d'exiger des études d'impacts indépendantes ainsi que des audiences publiques sur les projets de développement hydro-électrique de la Baie James; tout cela à la va-comme-je-te-pousse. Si au moins le désir du fédéral d'intervenir était sérieux, on pourrait admettre qu'enfin une autorité a décidé d'intégrer les préoccupations environnementales au développement économique et on laisserait de côté les susceptibilités constitutionnelles.

Cette intervention, malheureusement, s'est révélée bassement politique. En effet, l'erreur que le fédéral reproche au Québec et tente de corriger, il la commet lui-même en refusant de soumettre son propre projet de développement énergétique, *Hibernia*, à toute évaluation environnementale indépendante ou à toute audience publique.

> *Aucune juridiction ne peut à elle seule régler le problème du réchauffement de l'atmosphère. La solution ne peut qu'être mondiale.*

Et le Québec de déplorer l'invasion de ses champs de compétence sous prétexte que l'exploitation des ressources naturelles relève des provinces. Réaction politiquement rentable vu la popularité du nationalisme en ce moment... Pendant ce temps, le principal intéressé, l'objet de ces conflits, l'environnement, vient en bout de ligne.

L'entente récente sur l'évaluation environnementale conjointe du projet Grande-Baleine, quoique la bienvenue, ne change rien à la saga qui l'a précédée, pas plus qu'elle ne constitue pour l'avenir un engagement ferme à agir de manière sensée et non politicailleuse pour d'autres projets.

Assumer ses responsabilités

Dans ces conditions, les batailles de juridictions continueront. Le Québec fera peut-être la souveraineté pour harnacher ses rivières sans contrôle fédéral ou autre.

Le fédéral, pour sa part, n'évaluera que les projets qui ne le concernent pas (comme l'hydro-électricité) mais poursuivra son développement sans contrôle de l'énergie pétrolière et nucléaire. À moins qu'il ne tente, par cette voie populaire, d'acquérir un pouvoir sur l'hydro-électricité qui lui échappait...

Si le Québec avait fait ses devoirs dans le dossier Grande Baleine, le fédéral n'aurait pas eu besoin d'intervenir. Le Québec ne serait pas contesté dans ses champs de compétence en matière d'environnement.

De même, si le fédéral était vraiment cohérent en matière de développement du secteur énergétique, par la légitimité de son autorité, il pourrait facilement convaincre une province négligente de faire ses évaluations environnementales.

Qui est la grande victime de ce comportement irresponsable ? L'environnement, encore et toujours.

Penser écologie : un réflexe à acquérir

Définir les compétences en matière d'environnement, de même que ses concepts sous-jacents, est difficile.

Une erreur à éviter à l'égard de l'environnement est de le sectoriser : l'énergie, l'agriculture, les communications, etc. Le défi consiste précisément à en arriver à ce que tous les secteurs de l'activité humaine soient imprégnés d'une conscience aiguëe de leurs liens avec l'environnement et aussi de leurs effets sur ce même environnement. Tout comme à l'heure actuelle on évalue la plupart des activités humaines en fonction de l'économie, on devrait faire de même pour l'environnement.

Comprendre la complexité

La complexité du monde vivant et de son organisation est extraordinaire. Dans un gramme de terre il y a des millions de bactéries, de champignons microscopiques et d'insectes qui jouent tous un rôle précis. Si on regarde les pâturages d'une ferme laitière en bonne santé, on peut constater qu'il y a, en poids, autant de vers de terre dans le sol qu'il y a de vaches sur ce sol. À ces lombrics se joignent des milliers d'autres espèces d'insectes et de vers qui contribuent à ce que le sol soit en santé.

Qui aurait cru que bâtir les îles de l'Expo à Montréal entraînerait la disparition d'une espèce de poissons du Golfe Saint-Laurent parce que cette espèce se reproduisait uniquement dans ce lieu ?

L'on doit également tenir compte de cette complexité lorsqu'on veut examiner le partage des juridictions en matière d'environnement. Par ëxemple, seule la participation de tous les décideurs, riverains des Grands Lacs, parviendra à résoudre le problème de pollution de ce bassin hydrographique. Il faudra en outre créer une autorité internationale.

Aucune juridiction ne peut, à elle seule, régler le problème du réchauffement de l'atmosphère. La solution ne peut qu'être mondiale. Par contre, un agriculteur peut régler tout seul le problème d'appauvrissement de ses champs en adoptant des méthodes biologiques.

Dans ce contexte, je ne vois pas comment la juridiction en matière d'environnement pourrait relever d'un seul gouvernement. C'est d'ailleurs l'avis du professeur Beaudoin :

«La protection de l'environnement ne peut à notre avis constituer un sujet unique relevant d'un seul pouvoir public. Il s'agit au contraire d'un agrégat de matières. Il n'a pas l'unicité et la spécificité voulues pour revêtir une forme globale et unique. Il est diffus; il touche à d'innombrables secteurs d'activités. Il ne peut être que partagé dans un régime fédéral comme le nôtre».[2]

Responsables à tous les niveaux de gouvernement

L'attribution des compétences en matière d'environnement devrait répondre aux principes suivants :

— De manière générale, les responsabilités pour les solutions devraient être déterminées en fonction des écosystèmes visés.

— Le niveau de gouvernement le mieux en mesure d'apporter une solution efficace devrait être investi de l'autorité d'agir.

Ce qui veut dire le niveau de gouvernement le plus près des gens et des problèmes à régler, comme le précisent Herman E. Daly and John B. Cobb, Jr, dans leur ouvrage *For the Common Good — Redirecting the Economy Toward Community, the Environment, and a Sustainable Future* : «The formal point is ... the Catholic teaching of "subsidiarity" : power should be located as close to the people as possible, that is, in the smallest units that are feasible».[3]

Par contre, un agriculteur peut régler tout seul le problème d'appauvrissement de ses champs en adoptant des méthodes biologiques

Quant au partage des pouvoirs en matière d'environnement, la constitution doit reconnaître explicitement la juridiction des municipalités et des regroupements régionaux de municipalités.

— Les niveaux supérieurs peuvent fixer les grand objectifs mais les niveaux inférieurs peuvent aller plus loin.

Par exemple, à l'heure actuelle, une municipalité ne peut interdire l'usage des pesticides sur son territoire parce que la Loi sur les pesticides du Québec ne le prévoit pas. Elle prévoit seulement «l'usage rationnel» et la «réduction». Le ministère de l'Environnement n'autorise donc pas une municipalité à «interdire» l'usage des pesticides. Le Canada pourrait fixer un objectif de réduction des émissions de CO^2 de 20 %, mais, dans ce cadre, une province devrait pouvoir fixer un objectif de 40 %, une municipalité de 70 %, et une entreprise de 100 %.

— Enfin, il faudrait être prêt à céder à des autorités internationales, par voie de traités ou autres, certaines compétences, comme le font les pays de la Communauté européenne.

Conscience écologique, vision globale, régionalisation, décentralisation, démocratisation et solidarité sont des concepts clés.

Des jurisdictions en fonction des écosystèmes

Cette organisation des juridictions environnementales reflète l'organisation de l'environnement lui-même : de petits systèmes, éléments de plus grands systèmes, certains imbriqués les uns dans les autres, d'autres juxtaposés, forment un grand système unique, la biosphère.

Peu importe donc, l'avenir politique et constitutionnel du Québec et du Canada. L'environnement sera une responsabilité partagée entre le gouvernement du Québec, les instances régionales, les instances municipales, le gouvernement du Canada et les instances internationales.

Un principe supérieur

Cette juridiction devrait être soumise à un principe supérieur, celui des droits de l'environnement et de la responsabilité pour tous de les respecter. Le parallèle avec les droits humains s'impose. Les gouvernements démocratiques ne peuvent agir à l'encontre des libertés individuelles et du droit des minorités, sauf en des

circonstances bien précises et en accord avec les exigences de la démocratie. Ils ne peuvent faire de discrimination envers les femmes ou autres groupes. De même, les autorités ne pourraient décider de faire fi de l'environnement.

La dualité de la nature humaine

Traditionnellement, la pensée occidentale croyait que l'humanité devait dominer la nature et la domestiquer. Loin de moi l'idée de considérer que les êtres humains sont nécessairement en opposition avec l'environnement, comme le laisse entendre un certain purisme écolo. En fait, nous en faisons partie, comme tous les autres êtres vivants. La différence tient au fait que, contrairement aux autres espèces, les êtres humains ont aussi une vie intérieure. Les exemples innombrables d'individus qui, tout en vivant dans des conditions impossibles (emprisonnés dans des cellules de ciment, quasiment privés de tout) n'en ont pas moins développé une vie intérieure très riche et ont même atteint des sphères de bonheur exceptionnelles en sont la preuve. Comment expliquer autrement que des sociétés entières vivent aujourd'hui dans un monde presque totalement artificiel ?

Seul l'être humain réussit à s'abstraire de son environnement pour créer autour de lui un monde artificiel et en arriver à se croire tout-puissant et indépendant de la nature. C'est cette faculté qui est à l'origine de nos problèmes actuels en matière d'environnement.

Toutes les espèces sur la Terre vivent dans des niches écologiques relativement limitées. Cela veut dire que si les conditions extérieures changent, ces espèces disparaissent pour être remplacées par d'autres, mieux adaptées. Seul l'être humain réussit à s'abstraire de son environnement pour créer autour de lui un monde artificiel et en arriver à se croire tout-puissant et indépendant de la nature.

Or cette faculté est à l'origine de nos problèmes actuels en matière d'environnement. Ce ne sera pas la première fois qu'une civilisation disparaîtra parce qu'elle a détruit son environnement.

On peut faire une analyse du déclin et de la chute de l'Empire romain par le seul examen de la destruction graduelle de l'environnement que cette société a causé autour de la Méditerranée. À l'époque de la haute Antiquité, le pourtour de la Méditerranée était couvert de forêts luxuriantes, semblables aux forêts de la Colombie Britannique. Il est question dans la Bible des cèdres du Liban, forêts denses d'arbres géants comme on en trouve dans le parc Stanley à Vancouver.

La civilisation romaine, comme toutes les civilisations antiques, déboisait, cultivait et épuisait les sols environnants, créant le besoin de repousser toujours plus loin les limites de l'empire pour soutenir un même accès aux ressources primaires. Outre ses avantages stratégiques, Carthage a été conquise pour l'accès à ses terres fertiles. L'Afrique du Nord était le grenier à blé de la Rome antique.

On a découvert, dans le désert d'Algérie, les ruines d'une huilerie romaine. Les Romains étaient-ils de mauvais économistes, soucieux de développement régional en construisant n'importe quoi au coeur d'un désert ? Non, évidemment ! À cette époque, la région environnante était une oliveraie florissante et l'huilerie en était le centre. Des siècles de gestion inconsciente ont créé un désert et épuisé l'empire romain sous le poids des coûts d'accès aux ressources.

La civilisation Maya reposait sur un système agricole extraordinaire. Des photographies par satellites des sites mayas ont permis d'identifier des réseaux très complexes d'irrigation entourant des champs de cultures. La base de l'alimentation était le maïs que les Mayas cultivaient de manière très sophistiquée. Grâce à leurs techniques, ils obtenaient des récoltes abondantes qui nourrissaient leurs centres urbains. Ils pratiquaient la monoculture du maïs. Maïs sur maïs, sur maïs. Bien sûr, un tel système n'est pas éternel et, après avoir épuisé la fertilité des sols, les Mayas durent se déplacer pour recommencer à nouveau... jusqu'à ce que leur civilisation s'écroule à cause de l'épuisement des sols (on n'apprend jamais. L'économie agricole nord-américaine repose elle aussi sur le maïs, sur maïs, sur maïs...).

La désertification du Cachemire, de l'Haïti moderne, et l'assèchement de la mer d'Aral sont d'autres variations sur le même thème.

La dualité jusqu'à la chute

La différence entre cette fin du XXI[e] siècle et les anciennes civilisations réside dans le caractère global et mondial de l'action d'un nombre sans précédent d'êtres humains sur la Terre. Tous les paramètres qui nous servent à évaluer cette action — consommation d'énergie, utilisation des ressources, déforestration, utilisation de pesticides et ainsi de suite — sont en croissance exponentielle.

De plus en plus d'écosystèmes sont en voie de destruction : le Sahel, les sols agricoles du Canada, les rivières dans leur état naturel au Québec, la forêt tropicale, la couche d'ozone ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.

Il est important de comprendre que lorsque les sols agricoles sont épuisés, ils ont disparu à jamais, ou du moins pour des dizaines voire des centaines de milliers d'années. De telles menaces ne sont pas théoriques. Le Sénat du Canada, dans un rapport très sérieux publié en 1984, nous prévenait qu'au rythme actuel de dégradation des sols, il n'y aurait plus de terre arable au Canada d'ici 40 ans, c'est-à-dire, dans moins de deux générations.

Lorsqu'une terre agricole a perdu toute sa matière organique, ou qu'elle est couverte d'asphalte, elle est perdue à jamais.

Une révolution de l'esprit

Au-delà des solutions techniques, il faut surtout réviser notre conception du monde, rompre avec les fondements de notre rapport avec la nature. Au lieu de penser que nous devons dominer la nature, il nous faut désormais admettre que nous devons collaborer avec elle.

Nous avons un droit à la jouissance des biens de la

nature, mais les autres y ont droit tout autant que nous. Et ces autres ce sont aussi les générations à venir. Compte tenu de notre capacité de détruire l'environnement, nous sommes responsables de sa sauvegarde.

Il nous faudra bien sûr atteindre un équilibre dans la satisfaction de toutes ces exigences. Nous avons encore beaucoup à apprendre là-dessus. Car il serait difficile, voire contre-productif, de fixer des exigences absolues susceptibles d'empêcher l'épanouissement de toute vie humaine et sociale.

Il faudrait cependant que la Constitution de notre pays exprime clairement notre rupture avec la pensée traditionnelle ainsi que notre désir d'intégrer désormais les aspects environnementaux à toute décision relative à la satisfaction de nos besoins.

Si, au moins, le désir du fédéral d'intervenir était sérieux, on pourrait admettre qu'enfin une autorité a décidé d'intégrer les préoccupations environnementales au développement économique et on laisserait de côté les susceptibilités constitutionnelles.

Cette Constitution devrait préciser que les ressources naturelles et les écosystèmes biologiques sont un patrimoine commun aux citoyens canadiens et à l'humanité toute entière; que nous devons donc les gérer de manière à ce que les générations futures puissent aussi le faire.

Par conséquent, les «propriétaires» de ces ressources doivent se considérer comme les gérants de ce patrimoine et veiller, tout en l'exploitant, à ne pas en priver les générations futures.

Il y a loin de la coupe aux lèvres

La question environnementale a progressé considérablement grâce aux travaux de la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, mieux connue sous le nom de Commission Brundtland. Fruit de la collaboration de personnes provenant de tous les horizons, gouvernements, organismes non gouvernementaux, pays développés, pays sous-développés, pays à économie de marché, pays à économie planifiée, la Commission Brundtland a le mérite d'avoir placé la question environnementale au coeur des débats économiques et politiques. Non contente d'identifier les problèmes, cette Commission a suggéré des pistes de solutions réalistes, bien que souvent radicales.

C'est la Commission Brundtland qui a popularisé la notion de développement durable (sustainable development): «le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs».[4]

Tout en soumettant le développement à la satisfaction des besoins des êtres humains, la Commission est parvenue à illustrer de manière pressante que seule la conciliation des besoins de développement et des contraintes environnementales assurerait la survie de l'humanité. Il est très important de comprendre que dans l'esprit Brundtland, la sphère économique n'est qu'un sous-ensemble de l'environnement; qu'elle est subordonnée aux limites de la biosphère.

Pour Brundtland en effet, il est clair que les pays devraient remettre en question leurs pratiques économiques au point d'en appeler à une réduction de la consommation. La croissance illimitée dans un univers fini est une aberration. La Commission demande, par exemple, que les pays du Nord réduisent leur consommation d'énergie de l'ordre de 40 à 50 % d'ici 20 ans...

La Commission Brundtland avait inclu en annexe de son rapport une proposition assez détaillée des principes légaux relatifs à la protection de l'environnement et au développement durable. Ces principes correspondent aux idées développées dans cet article.

La Commission demandait également aux États de s'empresser d'accorder à l'environnement une place centrale dans l'élaboration de leurs politiques.

Le Canada, le plus important bailleur de fonds et soutien technique de la Commission Brundtland, a affirmé à maintes reprises sa volonté d'être un chef de file sur la voie du développement durable. De nombreux débats ont été tenus depuis le dépôt du rapport Brundtland en 1987. Malheureusement, on a tenté maintes fois d'édulcorer son message.

Le Comité Beaudoin-Dobbie propose, par exemple, d'ajouter dans la Constitution du pays un engagement en faveur de la protection de l'environnement. Sous sa rubrique Pacte social et union économique, il recommande toutefois que le «Parlement, les législatures et les conseils territoriaux, ainsi que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'engagent conjointement à :

e) protéger l'intégrité de l'environnement d'une manière compatible avec un développement économique durable».[5]

Le glissement de sens est considérable car la protection de l'environnement est subordonnée au développement durable. Pire, ce qui est durable c'est le développement économique et non pas «un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs».

On est loin de la révolution de l'esprit nécessaire pour intégrer les contraintes environnementales aux pratiques des sociétés humaines. On est loin aussi d'une Charte des droits et des responsabilités. Pire encore, en ce qui concerne la juridiction en matière d'environnement, le Comité Beaudoin-Dobbie recommande que la Constitution garde là-dessus le même silence qu'en 1867, sept ans avant la création du mot «écologie», un siècle avant que l'environnement ne devienne l'enjeu fondamental de notre survie.

* *Écologiste, Jean Boutet est l'ancien directeur général du Mouvement pour l'agriculture biologique.*

NOTES

1. Gérald A. Beaudoin, *La protection de l'environnement et ses implications en droit constitutionnel*, McGill Law Journal, vol. 23, p. 207, 1977.
2. Gérald A. Beaudoin, idem, p. 209.
3. Herman E. Daly and John B. Cobb, Jr, *For the Common Good — Redirecting the Economy Toward Community, the Environment, and a Sustainable Future*, Beacon Press, p. 174.
4. Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Our Common Future*, Oxford University Press, 1987.
5. Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada, *Un Canada renouvelé*, Imprimeur de la Reine pour le Canada, février 1992.

Cette éternelle obsession de l'hégémonie allemande

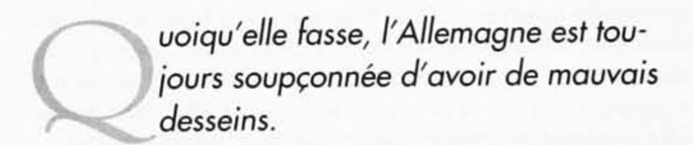
ANDREAS MINKOFSKI*

Dans les semaines qui ont suivi le sommet de Maastricht, une grande partie de la presse internationale de langue française et de langue anglaise faisait grand état d'un supposé changement désagréable dans la politique allemande. Le nouveau ton des hauts responsables de la politique allemande, dont celui de Helmut Kohl et celui de Hans-Dietrich Genscher, fut qualifié de malheureux, sinon d'inopportun. Toutefois cette attitude négative envers le «fait allemand» ne rend pas justice aux réalités; elle n'est qu'une nouvelle manifestation de ce vieux réflexe de refoulement, de la part du monde anglophone et francophone, qui a tant contribué à empoisonner le climat politique en Occident pendant la première moitié de ce siècle. L'Allemagne n'est plus un nain politique, ses partenaires doivent s'accommoder de ce fait pour permettre une accélération de la construction de la Communauté européenne, rendue nécessaire par l'effondrement de l'empire soviétique. Il est de mise de mettre fin à cette paranoïa instinctive et généralisée devant une Allemagne supposément toute puissante et dominatrice. Il s'agit de reconnaître l'intérêt supérieur de l'Europe — la seule considération qui doit primer dans les débats pour la ratification du Traité de Maastricht. Comme disait Otto von Bismarck, les affaires des grands États doivent être réglées indépendamment des sentiments ou des passions des hommes. Seule une Europe unie autour de l'Allemagne, son centre de gravité politique et économique naturel, pourra espérer faire face aux défis de demain. Mais pour que la construction européenne puisse être couronné du succès, il faut connaître l'Allemagne à fond.

Depuis la conférence de Maastricht, les 9-10 décembre 1991,[1] et plus particulièrement depuis les mois de janvier et février 1992, les Allemands sont de nouveau pointés du doigt. Les reproches fusent dans la presse internationale sur un ton souvent aigre-doux. Quoiqu'elle fasse, l'Allemagne est toujours soupçonnée d'avoir de mauvais desseins. Son impatience de voir l'Europe se constituer en entité politique est vue comme un effort de s'assurer une position dominante au sein de la Communauté européenne actuelle et son engagement dans le redressement économique de l'Est sembleraient principalement inspirées par l'espoir de se créer une sphère d'influence en Europe centrale à l'exclusion de ses partenaires! Sa reconnaissance unilatérale de la Croatie et de la Slovénie, les 19 et 23 décembre derniers, est citée en exemple d'un acte fort peu propice à la promotion d'une politique étrangère européenne commune et la preuve qu'elle cherche à mettre ses partenaires à sa remorque. La détermination de Kohl de s'assurer que la future banque centrale de la Communauté européenne érige son siège social à Francfort offusque certains milieux influents des grands pays européens — donc en France et en Grande-Bretagne. La proposition que l'Allemagne obtienne, elle aussi, un siège permanent au Conseil de Sécurité, incommode fortement la France et la Grande-Bretagne qui voient sonner le glas de leur statut privilégié: un siège permanent pour l'Allemagne au Conseil de Sécurité met l'idée d'un siège commun pour l'Europe à l'ordre du jour. Enfin, la pétition répétée de l'Allemagne depuis 1988, en faveur d'un usage plus fréquent de sa langue dans les délibérations n'a toujours pas donné de résultats positifs, tandis que sa demande que le nombre de ses députés au Parlement de Strasbourg soit augmenté en proportion de la croissance de sa population à la suite de l'absorption du territoire de l'ancienne RDA se voit mise en veilleuse, sous prétexte qu'il faut d'abord étudier des formules de compromis.

Les faits et les réalités:

L'Allemagne, qui ne constitue même pas le quart de la population de la Communauté avec ses quelque 79 millions d'habitants, fournit à la CEE le tiers de son budget. A Maastricht l'Allemagne accepta de continuer à être le plus grand pourvoyeur de fonds pour la Communauté européenne en lui accordant 9 milliards d'Écus de plus qu'elle n'en recevait. Si le budget de la Communauté européenne est déterminé par ses députés, les parlements nationaux doivent voter les montants qui leurs sont demandés sans avoir un droit de regard sur l'emploi qui en est fait. Mais parce que l'Allemagne est *sous-représentée* à Strasbourg elle ne peut même pas exercer un contrôle sur les dépenses de la Communauté qui serait conforme à l'importance de son poids démographique.[2] Une



société démocratique doit assurer à ses citoyens une représentation juste et équitable, sinon les instances parlementaires risquent de ne plus être prises au sérieux. Les arrangements politiques et bureaucratiques actuels à Strasbourg et à Bruxelles sont discriminatoires envers l'Allemagne, qui conserve néanmoins le «privilège» de payer la note. A la lumière de ces faits, il est d'autant plus important que Francfort soit acceptée comme le siège futur d'une banque centrale européenne car une telle décision serait perçue par les Allemands comme l'expression d'une volonté commune de la part de ses partenaires de s'assurer de la stabilité future de la monnaie. Les craintes de voir leur propre stabilité et leur prospérité économique sacrifiées sur l'autel sacro-saint de la Communauté, sans égards pour leurs propres intérêts, sont très fortes en Allemagne. Mais l'élection de Francfort comme siège de la nouvelle banque centrale européenne pourrait rapidement venir à bout des fortes résis-

tances à accepter le remplacement du Mark par l'Écu.[3]

La réticence, manifeste depuis de nombreuses années, à accorder à l'usage de la langue allemande un niveau égal à celui de l'anglais dans les travaux communautaires ne contribue guère à donner aux Allemands le sentiment qu'ils sont considérés comme des partenaires à part entière dans l'Europe de 1992. L'allemand est de loin la langue maternelle la plus parlée dans la Communauté — situation qui s'accentuera dès que l'Autriche et la Suisse en feront partie. Cette réticence à consentir à la langue allemande le statut primordial qui lui revient — au nom d'une commodité momentanée ou par aversion pure et simple — nie toute logique de même que l'esprit de l'intégration européenne. Langue de culture et de la science, l'allemand occupe toujours une place très importante en Europe centrale et en Russie. Elle est toujours une *linga franca* entre les différentes nationalités, autrefois sous la gouverne de l'ancien Empire austro-hongrois. La controverse entourant la question d'un éventuel siège de l'Allemagne au Conseil de Sécurité s'inscrit dans le même ordre d'idées, alors que les lamentations au sujet d'un changement du comportement des hauts responsables politiques allemands passent sous silence l'essentiel: La politique de l'Allemagne après 1945 fut conçue pour faire face aux *réalités* créées par la fin de la Deuxième Guerre mondiale afin qu'elle puisse reprendre sa place parmi les grandes nations du monde.

Mais de surcroît l'Allemagne est en crise, elle a ses propres problèmes. Pendant qu'elle éprouve des difficultés à faire valoir ses droits démocratiques au sein de la CEE, elle se trouve aux prises avec de fortes tensions sociales reliées à la reconstruction des nouveaux Länder (États) estimée à 2 000 Milliards de Marks. Au rythme actuel, le redressement en Allemagne orientale peut prendre entre 10 à 15 ans. Le gouvernement de centre-droit de Kohl et de Genscher se trouve actuellement confronté à une opposition de gauche qui ne brille guère par ses sentiments patriotiques, ni par sa volonté de concrétiser son discours de solidarité sociale. D'une part, il a fallut hausser la TPS de 14 à 15 pour-cent pour financer plus d'investissements dans les nouveaux Länder. Or ce projet de loi aurait échoué si le Land de Brandebourg, le seul des nouveaux Länder gouverné par les sociaux-démocrates, ne s'était pas rallié au gouvernement, lors du vote crucial au Bundesrat (chambre haute) le 14 février dernier. D'autre part, la grève que les fonctionnaires de l'Allemagne de l'Ouest avaient déclenchée, le 27 août 1991, pour obtenir une hausse de salaire de 9.5 % — elle avait duré onze jours, et le résultat obtenu fut une hausse de 5.4 % — souligne l'écart entre le discours de justice sociale prôné par la gauche et la cruelle réalité: la gauche ouest- allemande ne s'estime guère tenue de contribuer au financement de la réunification. Les syndicats de l'Est n'ont pas participé à la grève; en termes de coûts sociaux de toutes sortes et d'un taux de chômage très élevé, ce sont les Allemands de l'Est qui payent le plus, et de loin, pour la réalisation de l'unification nationale. Si la grève a démontré quelque chose à l'égard de la société ouest-allemande, c'est que Kohl avait peut-être sous-estimé l'égoïsme d'une partie importante de la population. Mais elle a aussi démontrée que les syndicats sont en train de perdre tout sens des réalités économiques. Les fortes hausses salariales des fonctionnaires réduisent les moyens que l'État peut consacrer à d'autres tâches urgentes et peuvent avoir un effet très négatif sur le secteur privé. Or un facteur clé du succès de la réunification, c'est le maintien d'une économie nationale en bonne santé mais cette économie a toujours été fragile et vulnérable. Le tiers de l'économie allemande dépend des exportations, elle n'est pas à l'abri des pressions d'une économie mondiale en mauvaise posture. Malgré ce fait, d'autres grèves risquent de désorganiser le pays car des secteurs clés de l'industrie, tels celui de l'automobile, commencent à connaître de sérieuses difficultés qui obligent à des mesures de réorganisation pouvant conduire à des suppressions de postes ou à la modification du rythme de travail: dans les grandes industries en Allemagne, le nombre d'heures travaillées est le plus bas au monde, et les salaires sont les plus élevés d'Europe.

L'Allemagne, qui ne constitue même pas le quart de la population de la Communauté avec ses quelque 79 millions d'habitants, fournit à la CEE le tiers de son budget.

Au problème des finances s'ajoute l'inévitable difficulté de la réconciliation des esprits et des psychismes: l'actuelle hystérie à l'égard de l'activité de la Stasi, toujours entretenue par certains éléments de la presse nationale ainsi que par la presse internationale, ne contribue pas à remonter le moral dans les nouveaux Länder: beaucoup d'Allemands pensent que «certains milieux» veulent faire croire à l'opinion publique que la population de l'ancienne RDA se composait presque exclusivement de dénonciateurs et d'espions de la plus lâche et méprisable espèce afin de semer une méfiance maladive dans la société et ainsi réussir à mieux promouvoir des intérêts particuliers difficilement avouables.

Les manifestations de frustration à l'égard des pays voisins, qui ne semblent pas éprouver beaucoup de sympathie pour les intérêts et les revendications allemands, peuvent se comprendre à la lumière des problèmes sociaux liés au chômage, à la réunification et aux craintes suscitées par les événements dans les nouveaux États issus de l'ancien empire soviétique. D'ailleurs il est de mise de se demander si la coalition actuelle de Centre-droit va pouvoir se maintenir au pouvoir, ou si le prochain gouvernement résultera d'une grande coalition du CDU-CSU et du SPD. S'il y a un changement de coalition au pouvoir, il pourrait être accompagné par un déplacement des priorités, la politique allemande serait plus préoccupée par ses problèmes domestiques que par les problèmes de l'unification européenne. L'annonce de la démission de Hans-Dietrich Genscher, qui a déclaré vouloir se consacrer à la consolidation de la réunification [4] le jour même du déclenchement de la grève des fonctionnaires allemands, a une valeur hautement symbolique dans ces circonstances. Les partisans d'une Europe unie ne peuvent pas espérer un tel revirement dans la politique européenne, car on ne peut pas imaginer mener à bien la construction européenne sans une

reuse d'y participer pleinement. Le gouvernement allemand actuel est convaincu de la nécessité d'une Europe unie.

Les défis de l'Europe.

La seule constante dans la politique d'un pays, c'est sa situation géographique. L'économie, sa démographie sont des facteurs incontournables, mais ils sont de nature variable. Les bouleversements politiques qui ont suivi la chute du Mur ont complètement changé les réalités géopolitiques en Europe et dans le monde. L'Allemagne n'est plus à la périphérie d'un système d'alliances, mais au centre d'une grande puissance en devenir. Elle est en train de retrouver une influence politique dans le monde, qui reflète son importance véritable.

Pendant que la Communauté européenne cherche à se consolider, l'Est frappe à sa porte. L'Ouest est obligé de contribuer au redressement économique des pays de l'Est et de les accueillir dans la Communauté européenne dans son propre intérêt. Il est absolument essentiel que la vague de réforme à l'Est ne soit pas avortée par un sursaut de frustration et de mécontentement qui ne pourrait que favoriser la prise de pouvoir d'arrivistes et de démagogues de tout acabit. Les récentes déclarations amères de Lech Walesa, exprimant la déception de son pays face à l'insuffisance de l'aide occidentale, est un signe des temps. Les circonstances exigent une intervention rapide et efficace.

L'Allemagne, le plus grand pays d'Europe par sa production industrielle et par sa population, est le pays le plus impliqué dans ces bouleversements — géographie oblige! Certains experts croient que la reconstruction de l'Europe de l'Est coûtera plus de quatre fois le montant total des sommes investies dans le Plan Marshall et cela pourrait s'échelonner sur 15 ou même 30 ans. Les Allemands ont fourni à eux seuls environ 70 % de l'aide accordé à l'ancienne URSS et à l'Europe centrale. Si l'espace occupé par l'Allemagne dans la reconstruction de l'Est est tellement prépondérant, ce n'est que par défaut de ses partenaires, qui ne disposent pas des moyens nécessaires ou qui manquent d'intérêt et d'initiative. Alors que les hauts responsables allemands ne manquent jamais l'occasion de rappeler à leurs Alliés que l'Allemagne fait déjà trop par rapport à ses possibilités, qu'il faut plus que de belles paroles pour permettre un redressement à l'Est, et que l'aide économique allemande est accompagnée par de constantes assurances de Kohl et de Genscher en direction de pays comme la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie que l'Allemagne fera son possible pour leur faciliter une adhésion rapide à la Communauté européenne, les partenaires de l'Allemagne semblent préférer ne rien entreprendre qui pourrait précipiter les événements.

L'Europe à la recherche d'une identité.

Autrefois, certains commentateurs allemands se plaisaient à traiter avec ironie l'incontestable engagement de leur pays dans la construction européenne; qualifiant cette démarche comme étant la voie la plus susceptible de libérer l'Allemagne des fâcheuses conséquences de sa défaite de 1945. Il y a un peu de vérité là-dedans.

La classe politique allemande avait retenu, certainement mieux que d'autres, l'enseignement de l'histoire de la première moitié du XXe siècle. Par conséquent, l'unification européenne était à leurs yeux l'impératif absolu de l'avenir. Ce but ultime n'a pas changé; la politique allemande a simplement été réajustée en conformité avec une situation nouvelle qui est enfin favorable au rayonnement politique et culturel de l'Allemagne dans le monde.

L'unification allemande et l'effondrement du bloc de l'Est a mis l'Europe face à ses propres contradictions. Elle se veut démocratique et égalitaire, elle se veut libérale, en faveur du libre jeu des forces économiques du marché. Mais elle rechigne à effectuer rapidement les réajustements de structures et de procédure que lui imposent les réalités.

Coudenhove-Kalergi, le fondateur du mouvement Pan-Européen de1919 avait mis de côté son habituelle diplomatie et sa réserve dans son dernier livre intitulé, *Europe, puissance mondiale*,[5] pour régler un bon nombre de vieux comptes personnels et accuser certains milieux influents de l'establishment de freiner secrètement la construction européenne parce qu'ils ne pouvaient pas admettre qu'un Allemand puisse jamais devenir président de la Communauté européenne.

L'histoire ne s'arrête pas et les préjugés inculqués dans les écoles d'autrefois ne sont pas coulés dans le béton. Les Allemands sont de nouveau «quelqu'un», comme dirait Rudolf Augstein, l'éditorialiste de *Der Spiegel*. Il est certes vrai que certains Allemands ont peur d'eux-mêmes, tandis que d'autres en ont largement assez de constamment s'excuser d'appartenir à une nation dynamique et puissante. Par contre il est indéniable que les Français et les Anglais ont toujours été «quelqu'un», et il est finalement temps qu'ils cessent d'avoir peur des Allemands et qu'ils commencent à mieux les connaître. L'Europe se fera forcément autour de l'Allemagne, mais celle-ci n'a toujours pas décidé de son identité. Pour qu'un organisme puisse jouir d'une bonne santé, il lui faut un coeur vigoureux et des poumons en bonne santé. L'Europe connaît toujours trop peu l'Allemagne. Pour être en mesure de former une véritable entité politique, elle doit apprendre à la connaître à fond au lieu de persister dans son réflexe de refoulement ✐

* *Andreas Minkofski étudie à l'Université de Montréal, où il termine la rédaction de sa thèse de doctorat en histoire sur : «Le révisionnisme colonial allemand à l'époque de la République de Weimar»*

NOTES

1. Le traité fut paraphé le 7 février 1992.
2. Les quatre grands, l'Allemagne, la France, l'Italie, et la Grande Gretagne ont chacun 81 députés au parlement européen de Stasbourg.
3. Dans un article de Georges Valance, *La bataille de Francfort*, paru dans l'Express du 8 mai 1992, p.18, il est question d'une formule de compromis, qui verrait la nouvelle monnaie européenne baptisée «franc» et le siège de la banque centrale à Bonn.
4. Hans-Dietrich Genscher a quitté la direction des Affaires extérieures allemandes le 17 mai 1992.
5. Richard Coudenhove-Kalergi, *Europe, puissance mondiale*, Éditions Stock, 1972. Ceci est la traduction française. Né au Japon en 1894 d'une mère issue de l'aristocratie japonaise et d'un comte autrichien, il fonda à Vienne le mouvement Pan-Européen. Il fut le principal propagandiste de ce mouvement même après la Deuxième Guerre mondiale, et continua à travailler contre vents et marées pour réaliser l'intégration politique de l'Europe jusqu'à sa mort en 1971.

Rire Montréal

SYLVAIN DESROSIERS*

Montréal a 350 ans. Fêtons. Intelligemment. En effet, qu'y a-t-il de plus déplorable que de «fêter idiot» ? Des bacchanales, ça s'organise, ça s'encadre, ça se planifie ! Défi à la mairie. S'agirait pas d'avoir l'air léger. L'Administration municipale n'avait pas le choix, elle devait donner le change : la création d'une Corporation s'imposait. Après un bref laps de trois ans — et, surtout, après s'être amusé comme larrons en foire à tenter de déterminer qui était qui et qui faisait quoi au sein d'un organigramme que Queneau n'aurait certes pas renié — en octobre 1991, la Corporation des Fêtes du 350e accouchait d'une programmation. Bravo ! À elle seule, ladite Corporation aura droit à 14,5 millions de dollars, gracieuseté de la Ville. Rigueur et professionnalisme doivent être rémunérés à leur juste valeur. Grand bien nous fasse. Fêtons.

Nous avons d'ailleurs toutes les raisons du monde de le faire. Depuis novembre 1986, contrairement à l'image que l'on s'efforce de projeter, l'imagination est au pouvoir à Montréal. Poudre aux yeux que toutes ces déclarations sur la «rationalisation», la «modernisation», la «saine gestion». On voudrait nous faire croire que l'hôtel de ville est passé aux mains de carriéristes de la nouvelle petite bourgeoisie ayant fait leur lit sur fond de revendications du «milieu communautaire» pour mieux se laisser aller à leurs aspirations technocratiques une fois élus. D'où toute cette cour éhontée à laquelle le RCM se livrerait auprès de la communauté des affaires depuis une dizaine d'années sous prétexte de «réalisme». Ces manigances ne sont que ruses de Sioux. Notons ici l'habileté diabolique de Monsieur Jean Doré pour nous aiguiller sur cette fausse piste :

«Ce qui a changé, c'est (...) notre façon de voir. Nous avons développé une attitude nouvelle, beaucoup plus positive, face au développement économique. Une attitude, il faut le dire, que nous devons beaucoup à la Chambre de Commerce et au Board of Trade, qui ont su intervenir, il y a quelques années, pour rectifier l'image négative que nous projettions à l'occasion auprès des étrangers ou auprès des Montréalais et des Montréalaises eux-mêmes».[1]

Mais ne nous laissons pas berner. Ces êtres, inexplicablement honteux de leur secrète passion, qui voudraient se faire passer pour de probes administreurs, camouflés en braves yuppies BCBG satisfaits de leur réussite, sont en fait de joyeux drilles qui vendraient leur mère pour se taper une pinte de bon sang en nous divertissant. De fins humoristes, adeptes inavoués de cette science mystérieuse que nous avons nommée pataphysique. On demande à voir ? On jugera sur pièce.

Prenons la semaine qui vient de s'écouler, en date de ce venteux dimanche 3 mai. On ne pourra pas nous accuser d'arbitraire. Semaine fertile, il est vrai, on a mis les bouchées doubles. Les festivités approchent à grands pas. Il faut se préparer, se mettre dans l'ambiance. Rendons grâce à la mairie, par médias interposés, de si bien y pourvoir. Débutons par le coup d'éclat, l'«affaire» :

«Depuis le 1er février 1992, la Ville de Montréal paye 457 068 $ par mois de loyer pour un immeuble, le complexe Chaussegros-de-Léry, qu'elle ne commencera à occuper qu'en août prochain.»[2]

Le bail aurait été signé en décembre 1989. Ce n'est qu'en juillet 1991 que le Comité exécutif a statué à savoir quels services s'y installeraient. Les plans et devis de l'aménagement intérieur que la Ville s'engageait à fournir au plus tard le 1er septembre 1990 ne sont pas prêts. La part de la municipalité dans l'élaboration de ces plans s'élève à deux millions. La compagnie à qui la Ville a vendu les terrains pour ériger le complexe lui doit toujours deux millions, alors que le remboursement aurait du être effectué en février. Un observateur superficiel parlerait d'irresponsabilité, d'incapacité décisionnelle, de paralysie bureaucratique, de fétichisme de la procédure, etc. Ce serait injurier la mairie, et manquer de subtilité. Car, enfin, le canular est cousu de fil blanc et il se dévoile dans toute sa nudité quand on sait que le principal occupant de cet immeuble ne sera autre que le Service de l'habitation et du développement urbain... Le «complexe Chaussegros-de-Léry», vous trouviez que ça faisait sérieux ?

Depuis novembre 1986, contrairement à l'image que l'on s'efforce de projeter, l'imagination est au pouvoir à Montréal.

Mais, ça, c'était le «punch» de la semaine. Comme chacun sait, l'art du punch tient tout entier dans la manière dont il est amené, dans le «timing». Et comme chacun sait aussi, les membres du Comité exécutif ne sont pas des amateurs en la matière. De vrais pros. Aussi, durant la même semaine, l'Administration s'était-elle savamment distinguée. Le 27, tout d'abord, en imputant à une «malheureuse erreur administrative» des privilèges fiscaux illégaux dont se seraient prévalus depuis 1989 sept hauts fonctionnaires.[3] Parmi les victimes de cette «erreur administrative» : le secrétaire général de la Ville, la directrice du Service des finances et l'avocate en chef de la Ville. Le 28, l'Administration annonçait, parmi une ribambelle de compression budgétaires, la fermeture des bibliothèques municipales pendant les deux semaines des vacances de la construction. Pour une économie de quelques 60 000 dollars. Comme disait l'autre, j'en ai la rate qui se dilate et l'estomac qui éclate. Pour bien doser, en intermède : un petit tour de magie. Dans les susdites compressions, on retrouvait une coupure de 6,35 millions (50 personnes-années) aux Travaux publics. La féerie apparaît quand la présidente du Comité exécutif affirme que la disparition de ces 50 personnes-années n'affectera en rien les services directs.[4] Foule ébahie. Tirons nos chapeaux.

Et nous ne nous sommes attardés, il faut le souligner, qu'à

une toute petite semaine. Si on était le moindrement exhaustif, en dressant la liste de toutes les «cocasseries» dont l'administration RCM nous gratifie quotidiennement, nous serions encore ici à Noël. Nous ne tenterons pas de dresser une telle liste, le travail serait titanesque. À cet égard, il faudrait y loger quasi chaque «consultation publique», et Dieu sait que l'Administration est prodigue en la matière, quoique nettement moins inventive. Malgré de valeureux efforts, elle en est toujours à sa recette de départ, qu'elle avait si génialement illustrée avec les expulsés d'Overdale. Apparté : nous ne pouvons passer sous silence, ayant effleuré le sujet, cette merveilleuse répartie de Monsieur Jean Doré à un journaliste médusé qui le questionnait à savoir si oui ou non il consentirait à rejouer la saga Overdale. En cette seule occasion, Monsieur le maire a justifié à tout jamais chaque sou que la municipalité lui verse annuellement. À 103 000 $ par année, c'est beaucoup de sous. Ainsi, avec le sang-froid d'un Groënlandais, le maire lançait cette tirade :

Comme chacun sait, l'art du punch tient tout entier dans la manière dont il est amené, dans le «timing». Et comme chacun sait aussi, les membres du Comité exécutif ne sont pas des amateurs en la matière. De vrais pros.

«Si c'était à refaire, le referait-on ? Ah oui ! Certainement ! Suis-je convaincu qu'il s'agissait d'un bon projet ? Je suis convaincu d'une chose : si on n'était pas intervenu, vous n'auriez jamais entendu parler des locataires de la rue Overdale».[5]

Et de poursuivre, pince-sans-rire : «On prend le temps de réfléchir avant d'agir, ça nous permet de prendre de meilleures décisions pour les Montréalais».[6] Prises au pied de la lettre, et vu ce qu'il est advenu d'Overdale — un parking —, ces déclarations illustreraient platement la suffisance du délire technocratique qui s'empare si souvent de nos dirigeants. Par contre, resituées dans le cadre de référence propre au RCM, on ne peut qu'admirer la rectitude de Monsieur Doré, traçant clairement la voie de l'avenir, celle d'un renouveau de la «santé communautaire». La sagesse populaire ne dit-elle pas que le rire, c'est la santé ? Que l'Administration souscrive à cette assertion par les voies de l'humour absurde, n'est qu'une attestation supplémentaire qu'elle est à l'écoute des Citoyens et Citoyennes, toujours à l'affût des dernières blagues de Ding et Dong.

Il serait titanesque, écrivions-nous au début du paragraphe précédent, de dresser la liste exhaustive des bonnes «blagues» journellement pondues à l'Hôtel de Ville. Pétaradantes, elles y fusent de partout, dans une joyeuse confusion. Quand on ne se jumelle pas avec Rio, on étend de la grenaille dans les rues ou on taxe les crottes de chien. Qui s'étonnera alors des deux millions et demi de dollars consentis au Musée International de l'Humour, alors qu'on sabrait 30 % des budgets des Maisons de la culture ? N'oublions pas, ainsi que nous le rappelait en grande pompe la une de La Presse du 15 janvier dernier, «la population de Montréal s'appauvrit par rapport au reste de la province». La vigilance de la Ville doit être à son zénith, le moral des troupes en dépend. L'humour avec un grand H doit être préservé, même si on devait rire jaune.

Pas de crainte à avoir de ce côté : toujours prête à se dépenser sans compter, l'Administration. Toujours prête à dépenser sans compter, aussi, sussurent de mauvais coucheurs. De plus mauvaises langues vont même jusqu'à suggérer que personne n'y sait compter... Mais, bon... Donc, à défaut d'une liste exhaustive, allons-y tout de même d'une plus modeste recension de quelques récents et facétieux efforts, chiffrés en dollars, consentis à l'amélioration de la qualité du sourire des Montréalais:[7] Rénovations à l'Hôtel de Ville, 23 millions $, dont 300 000 $ pour la vitrine du bureau du maire et 1,2 million $ pour le marbre et les pissotières à infrarouges des toilettes; 38 millions $ au poste «repavage des rues», dont 29 millions $ strictement pour le repavage en granit de quelques rues «stratégiques» dites de prestige; 5 millions $ au Biodôme; 24,6 millions $ au Parc des Îles; 66 millions $ pour le nouveau «World Trade Centre»; 300 000 $ pour le set de lumières disco de la croix du Mont-Royal; quelque 20 millions $ aux fêtes du 350e; deux hydroglisseurs flambant neufs à 108 223 $ toujours inutilisés parce que livrés inutilisables; $ 1,1 million alloué au Protocole et à l'Office de Bienvenue pour les dignitaires sur le party; 6 millions $ pour le nouveau Musée d'archéologie et d'histoire, etc. Mais où vont-ils chercher tout ça ? Stupéfiant, non ? La réforme administrative, l'informatisation des services, ça n'aura pas été vain. Que serait-ce s'il n'y avait cette damnée récession ? Ah, le progrès, on a beau dire... Nous sommes bien loin des accouchements artisanaux de Jean Premier. *Alea jacta est.* Place à Jean Second et à la planification burlesque.

Le plus drôle de l'histoire, ç'aurait bien sûr été les toilettes pour chiens à 34 000 $. Malheureusement, cette fois, le Comité exécutif n'eût guère le choix de déroger à ses principes. Condamner un contribuable à mourir de rire, c'est perdre un vote, et ce n'est assurément pas la meilleure façon d'être réélu. D'autant que les citoyens et citoyennes, il fallait bien les ménager pour le spectacle du 350e. Prévoyons un feu roulant de «surprises» et de rebondissements imprévus. Certain que dans dix ans nous en parlerons encore en nous tenant les côtes et en nous roulant par terre...

* *Citoyen montréalais, Sylvain Desrosiers est titulaire d'une maîtrise en sociologie de l'Université du Québec à Montréal.*

NOTES

1. Doré, Jean, «Ce qui a changé c'est notre façon de voir», La Presse, 20 novembre 1986, p. A8.
2. Gauthier, Gilles, «Montréal paie un demi-million de loyer pour des locaux vides», La Presse, 1er mai 1992, p. A4.
3. Gauthier, Gilles, «Privilèges fiscaux illégaux accordés à sept cadres de Montréal», La Presse, 28 avril 1992, p. A3.
4. Gauthier, Gilles, «Compressions de 18,6 millions. La Ville abolit l'équivalent de 157 postes», La Presse, 29 avril 1992, A1-A2.
5. Pinard, Guy, «Doré : Le RCM a livré la marchandise», La Presse, 9 octobre 1990, p. A6.
6. Ibidem.
7. Les chiffres qui suivent sont extraits de Council Costs, in Karen Herland, Montreal Mirror, 30 avril 1992, p. 9.

«Je ne pense plus, donc je ne suis pas»

— Brian Mulroney

Éric Devlin

Pour un journaliste, une des principales sources d'information est la poubelle. Combien de budgets furent coulés parce que la déchiqueteuse était en panne ? Combien de maîtresses (ou d'amants pour être plus politically correct) ont été dévoilées par la découverte d'un billet doux jeté par inadvertance dans une corbeille à papier ? Il est bien connu que les employés de ménage œuvrant sur n'importe quelle colline parlementaire du monde démocratique font davantage d'argent en recyclant les rebuts des députés qu'en encaissant leur paye hebdomadaire.

C'est ainsi que *Cité Libre* a pu mettre la main sur une de ces petites cassettes de magnétophone miniature qu'affectionnent les gens d'affaires qui s'imaginent avoir des idées brillantes spontanément. Cette cassette sur laquelle on entend distinctement Brian Mulroney n'a intéressé aucun journaliste, même pas Normand Lester qui aime pourtant démasquer les hypocrites, car les propos ont paru incohérents. Il est vrai qu'en entendant Brian Mulroney intellectualiser sa pensée, on pouvait raisonnablement croire que ses facultés avaient été affaiblies par la pression des piètres résultats des sondages. Malheureusement pour le pays, Brian Mulroney avait toute sa tête lorsqu'il a exprimé les propos dont *Cité Libre* vous offre la transcription que voici:

«Je pense donc je suis. disait le philosophe français Pascal (silence) Descartes, si ma mémoire est bonne. Si je saisis bien sa pensée, à partir du moment où on pense, donc on est (ici l'intonation de la voix pourrait également suggérer les mots suivants: naît ou bien nez).

Mais si moi Brian, j'adoptais, en habile négociateur que je suis, la position inverse, c'est-à-dire, si je ne pense pas donc (long temps de réflexion) je ne suis pas. C'est exactement la même chose que ce grand penseur français dont j'ai déjà cité le nom.

Le problème de l'opposition et des médias c'est qu'ils réfléchissent trop, sauf bien entendu Jean Chrétien (rire). Donc si moi Brian je parvenais à empêcher l'opposition de penser, elle n'existerait plus. Et s'il n'y a plus d'opposition, il n'y a plus de critique. Et s'il n'y a plus de critique, il ne peut qu'y avoir des louanges puisque, comme le dit si bien Mila, je suis parfait à la menthe (petit gloussement de plaisir). T'es un génie Brian.

Donc il suffit d'éliminer, démocratiquement, en respectant la Charte canadienne des droits, tous ceux qui pensent. C'est ça le défi mon Brian. C'est d'identifier toutes les personnes ou les organismes qui réfléchissent. C'est pas facile. Comment identifier quelqu'un qui réfléchit ? (long silence) De toute façon, c'est de la plomberie, puis les tuyaux je laisse ça à mes attachés politiques. L'important c'est que j'aie une idée.»

Les références sur la cassette nous permettent de croire que cette réflexion intense de M. Mulroney est antérieure aux coupures effectuées lors du dernier budget. Cette réflexion du chef de l'État nourrie par une dissertation intérieure sur le thème «Je pense donc je suis», qu'il attribue confusément à Pascal Descartes, explique certains gestes en apparence irrationnels posés par le gouvernement conservateur lors du dernier budget.

C'est ainsi que les organismes consultatifs tels que le Conseil des sciences et le Conseil économique qui fournissent des rapports fouillés sur la situation canadienne et qui ne sont pas toujours tendres envers les politiques nationales

C'est ainsi que les organismes consultatifs tels que le Conseil des sciences et le Conseil économique qui fournissent des rapports fouillés sur la situation canadienne et qui ne sont pas toujours tendres envers les politiques nationales ont dû fermer leurs portes en moins de quatre mois.

ont dû fermer leurs portes en moins de quatre mois. Les économies réalisées par la disparition de ces deux organismes sont minimes. Le Conseil des sciences ne coûtait que 3,2 millions de dollars par année et employait 28 employés ce qui fait 114 285 $ par employé, ce qui comprend salaire, bureau, frais de recherche, publication et diffusion des rapports.

Pour sa part, le Conseil économique du Canada coûtait aux contribuables 11 millions de dollars par année et employait 60 chercheurs pour la somme de 183 333 $ par employés. Les deux commissions constitutionnelles (The Great Fox Circus et Castonguay & Machin) ont chacune dépensé plus de 20 millions de dollars.

Autre coupure regrettable: Statistique Canada a dû sabrer le tiers du budget de sa section de la statistique des sciences et de la technologie. Ainsi, les statistiques sur la recherche et le développement industriels et celles sur les activités scientifiques fédérales ne paraîtront qu'au deux ans. «De toute façon, comme le soulignait un porte-parole de Statistique Canada, l'activité scientifique au pays ne justifiait plus la publication annuelle de ces documents».

Par ailleurs, on ne retrouvera plus de répartition régionale dans ces données . Ainsi le Québec ne pourra plus se plaindre qu'il reçoit moins que l'Ontario à ce chapitre.

Lorsqu'il avait été élu, Brian Mulroney avait promis de doubler la proportion de la richesse nationale investie dans la recherche et le développement.. À la fin du document sonore dont nous avons fait état, le premier ministre semble se sou-

venir de cette promesse puisqu'il cherche à développer une argumentation pour confondre les «septiques», comme le disait si bien le Capitaine Bonhomme. Voici en terminant quelques éléments de cette réflexion:

«Lorsque j'ai promis de doubler l'argent pour la recherche, je n'ai jamais spécifié dans quel sens. Doubler vers le haut ou vers le bas. Par ailleurs, doubler ne veut pas nécessairement dire augmenter. Si vous prenez un double scotch, cela ne veut pas dire qu'il y en aura deux fois plus dans votre verre qu'un simple scotch. Cela dépend toujours de la tête du client et du nombre de glaçons. Un bon barman servira toujours des doubles au prix du simple à ses bons clients. Mais l'inconnu qui arrive n'aura pas droit à cette considération. Il y a des doubles qui sont des simples et vice versa comme le disait un latiniste bien connu. Dans ce cas, je préfère toujours un simple bien tassé à un double allongé. L'addition est moins douloureuse et le calcul plus honnête. Les chercheurs canadiens qui aiment autant que moi les mathématiques comprendront mon raisonnement». ✐

Lettre de Harare

Neria et Sofi, deux types d'Africaines

HEATHER HILL

Au cours des douze derniers mois, deux héroïnes du cru sont apparues tour à tour sur les écrans du Zimbabwe: Sofi, la jeune et jolie amoureuse qui tient la vedette de *Jit*, premier long métrage zimbabwéen, et Neria, veuve indomptable, personnage central du film qui porte son nom. Etrange coïncidence: ces deux femmes se situent à des pôles opposés; on les dirait presque inventées par un anthropologue-scénariste pour illustrer le double caractère de la femme africaine au XXe siècle.

Sofi est une minette de charme. Grande, mince et exquisement soignée de sa personne, elle natte ses cheveux en longues tresses et porte des toilettes de couturiers. Elle remplit les fonctions de réceptionniste dans l'élégant bureau d'une compagnie de disques, à Harare; après ses heures de bureau, elle sort avec un ami plutôt louche, genre gangster, qui possède une voiture sport dernier modèle et jette l'argent par les fenêtres. Sofi se montre gentille et douce pour les fins du film mais elle projette l'image même du grand luxe.

Tout à l'opposé, Neria incarne l'épouse et la mère, la femme simple qui travaille dur. Elle aussi a un emploi dans une coopérative de couture qui vend des nappes de dentelle et des *jumpers* dont raffolent les *expats* (résidents étrangers). Elle, et son mari Patrick Katsande, possèdent une maison dans le *township* de Harare mais leurs racines campagnardes sont tout près de leur vie urbaine. Avec sa solide carrure, ses vêtements strictement utilitaires et sa bonne face ouverte et honnête, Neria pourrait être n'importe laquelle des femmes que vous voyez en train de vendre des légumes, de faire la queue à l'arrêt d'autobus ou à la boulangerie, ou de planter un rang de *mealies* (maïs).

Sofi incarne tous les espoirs et les aspirations que la grande ville inspire à Uk, le héros de Jit... De son côté, Neria illustre l'aspect pénible du rituel conjugal.

Par les rôles qu'elles jouent dans ces films, les deux femmes s'opposent encore. Sofi ne fait pas grand-chose; elle est plutôt un symbole, un «objet de désir» selon le terme que retint, pour décrire ce personnage, un dramaturge de ma connaissance. Sofi incarne tous les espoirs et les aspirations que la grande ville inspire à Uk, le héros de Jit . Il a jeté sur elle son dévolu en quittant son village pour Harare, la capitale. Afin d'obtenir la main de Sofi, Uk a dû verser à son futur beau-père une formidable lobola (dot): un stéréo, un réfrigérateur et cinq cents dollars comptant. Sa façon d'arriver à remplir les conditions du contrat de mariage constitue l'intrigue de ce film amusant.

De son côté, Neria illustre l'aspect pénible du rituel conjugal. Après la mort de son mari Patrick, tué dans un accident de la route, Phineas, frère du disparu, se présente au domicile de Neria d'où il emporte d'abord les vêtements du défunt, ensuite les meubles et, enfin, les deux enfants. Son ultime coup fourré consiste à changer la serrure de la porte pour interdire à Neria l'accès à sa propre maison. Neria en a le coeur brisé mais, au lieu d'accepter docilement son sort, elle décide de se battre. Même si les droits d'héritage de la famille du mari sont gravés dans la pierre par la culture Shona, Neria défend sa propre cause devant les tribunaux statutaires. Elle défie des traditions qui remontent à la nuit des temps — et elle gagne.

Il faut tenir compte du fait que ces deux films relèvent d'inspirations très différentes. C'est un metteur en scène blanc, Michael Raeburn, qui a tourné *Jit* — avec un oeil fixé sur le marché étranger. Il a présenté son film dans plusieurs festivals européens. (Dominic Makuvachuma, qui jouait le rôle de Uk, a remporté la palme du meilleur acteur au festival d'Amiens et un succès d'estime aussi bien au Zimbabwe qu'à l'étranger.) La Harare que nous montre Raeburn est une ville claire et propre, débarrassée des ordures et des vêtements en loques. *Jit* présente une Afrique attrayante, optimiste, tout à fait agréable aux auditoires d'outre-mer. La représentation de l'Afrique dans le film *Neria* est beaucoup plus réaliste. Le pays qu'il nous montre

est celui du *povo* , où les gens ne possèdent ni voitures ni argent pour acquitter les frais de scolarité. Quand sa fille souffre d'une crise d'appendicite, Neria doit la porter sur son dos, empruntant une route de terre, depuis la commune de Domoboshawa jusqu'à l'arrêt d'autobus le plus rapproché, afin de la confier à un hôpital de la ville. Ce coup de pinceau précise non seulement le caractère de Neria mais aussi l'image du Zimbabwe. On ne sera pas étonné d'apprendre que le metteur en scène, Godwin Mawuru, est noir.

Si *Jit* se propose d'amuser, *Neria* veut instruire l'auditoire. Alors que ces deux films ont été financés par une agence de développement , ce qui signifie qu'ils sont considérés comme des «projets d'amélioration» (improving projects), c'est Neria qui adhère intimement à ce mandat. Par moments, on a l'impression d'un film éducatif, l'un de ces documentaires militants qui ne sortent jamais des salles de classe et des auditoriums collégiaux. Le jeu des acteurs est souvent gauche ou exagéré. Il est malheureux que le rôle de Néria n'ait pas été confié à une comédienne plus habile que Jesesi Mungoshi.

Car ce film va au coeur du problème. L'histoire de Neria est une parabole importante pour le Zimbabwe d'aujourd'hui. Un jeu plus puissant dans le rôle titre eut fait de Neria une oeuvre inoubliable. Car l'héroïne est une femme africaine aux prises avec les conflits d'une époque en changement et qui ose défier ce qu'elle trouve inacceptable. Au départ, elle hésite à le faire. Mais plus tard, encouragée par une compagne de travail qui a eu l'audace de divorcer, elle entreprend, avec l'aide d'un avocat, de récupérer ses enfants et sa maison.

On devine que la famille Katsandé fait peser sur elle une pression énorme. Cependant, Neria peut s'appuyer sur le souvenir d'un mari qui aurait approuvé sa conduite. De son vivant, Patrick a toujours traité sa femme comme une partenaire égale, au sein de leur mariage. Il n'aimait pas son frère Phineas, type même du mâle africain traditionnel, grossier dans ses attitudes et toujours décoré d'une guirlande de maîtresses. Sous ce rapport, Neria diffère de la majorité des femmes zimbabwéennes, presque toutes mariées à des Phinéas plutôt qu'à des Patrick. Cette nuance du scénario est attribuable à Tsitsi Dangaremba, femme écrivain du Zimbabwe qui doit sa réputation littéraire à ses histoires de jeunes filles et de femmes opposées aux modes de vie traditionnels. Tsitsi est l'auteur de la nouvelle qui a inspiré ce film.

En dernière analyse, l'histoire de ce film en fait oublier les nombreuses faiblesses. Quand la belle-mère de Neria, Ambuya, qui n'a jamais estimé sa bru, doit finalement admettre de s'adapter au changement, cette déclaration sonne vrai. C'est là une séquence à laquelle l'auditoire a réagi fortement, le jour où j'ai vu le film en salle. Neria est une héroïne moderne bien plus authentique que l'insipide Sofi. Cette dernière affiche tous les accessoires de la modernité mais l'occasion ne lui est jamais donnée de s'affirmer comme femme. Neria, au contraire, ne cache jamais ses couleurs.

Pour moi, le plus beau témoignage touchant la valeur et l'honnêteté de Neria m'est venu d'une collègue de bureau qui, par certaines de ses manières, appartient au type Sofi. Elle se nomme Itai. Elle est jeune, jolie, élégante et talentueuse. Elle a quitté son foyer de Buhera pour venir à Harare travailler dans un bureau.

Comme la plupart des citadins du Zimbabwe, elle a vu les deux films: *Jit* et *Neria*. Or, pour elle, sans aucun doute, c'est *Neria* qui est le meilleur des deux films.

Il semble que toutes les femmes, quelles qu'elles soient, refusent de reculer l'horloge.

Vers un Canada sans «Canadiens» ?

RICHARD L'HEUREUX*

L'origine du terme «Canada» est encore peu connue. Diverses interprétations quelquefois fantaisistes ont souvent contribué à semer la confusion quant à l'histoire du mot, la plus saugrenue étant peut-être celle qui veut que «Canada» soit une déformation de l'espagnol «cabo de nada» ou cap de rien, que les Espagnols auraient utilisé par dérision pour désigner les terres nouvelles «découvertes» par Jacques Cartier. La vérité est plus simple et aussi plus belle.

C'est aussi vers 1660 que le terme «canadois» puis «canadien» commencera à désigner les habitants d'ascendance française nés au Canada.

Le mot «Canada» entre dans le journal de voyage de Jacques Cartier et du même coup dans l'histoire le 13 août 1535, à bord de la *Grande Hermine*. Cartier revient pour une deuxième fois dans le Golfe du Saint-Laurent, dont il ne sait pas encore qu'il est l'embouchure d'un grand fleuve. Il a à son bord Taignoagny et Dom Agaya, deux «sauvages» qu'il a embarqués à Gaspé le 24 juillet 1534 et qui reviennent donc d'un séjour de presque un an en France. Ce 13 août 1535, la *Grande Hermine* longe la Côte-Nord, à la hauteur du Havre Ste-Geneviève, à l'ouest de Havre St-Pierre et arrive en vue de l'Île d'Anticosti. Pour la première fois, le journal de Jacques Cartier donne la parole à Taignoagny et Dom Agaya. Les deux «sauvages» affirment au navigateur français qu'au sud de cette île d'Anticosti se trouve le chemin pour se rendre de Gaspé jusqu'au Canada.

Le 17 août, la *Grande Hermine* longe la côte de la Gaspésie après avoir franchi la pointe ouest d'Anticosti, à peu près entre Rivière-la-Madeleine et Cap-Chat, puis remonte franc nord jusqu'à la baie des Homards, au sud de Port-Cartier. Dom Agaya et Taignoagny déclarent à Cartier que ce fleuve que le navire vient de traverser est le «chemyn et grand fleuve de Hochelaga et le chemyn de Canada, lequel alloit toujours en

estroissant jusques à Canada».

Le Canada que Dom Agaya et Taignoagny font découvrir à Jacques Cartier est un domaine dont les limites ne sont pas clairement définies, mais qui s'étend de Grosse-Isle à Portneuf et dont le chef-lieu est Stadaconé (Québec). Donnacona, que Cartier coiffe du titre de seigneur de Canada, en est le «agouhanna» ou chef de ceux que Cartier nomme tantôt «Canadians». Quant à Hochelaga, sise sur l'île de Montréal, et que Cartier visitera, elle se situe nettement hors de ce Canada.

Pour connaître le sens même du mot Canada, il faut consulter les lexiques iroquois-français des Jésuites et Sulpiciens car Stadaconé et Hochelaga étaient des villages iroquoiens. «Canada» serait tout probablement la façon dont Jacques Cartier aurait écrit le mot «kanata», qui veut dire ville, village. On retrouve dans le mot le radical «kan», qui implique la notion de lieu, comme dans Kahnawaké, Kanesataké, Gananoque, Kentaké et Kentucky. Ainsi, par ce terme de «Canada», Taignoagny et Dom Agaya auraient simplement voulu parler de leur village, Stadaconé, et du territoire sous son contrôle (au moment de leur rencontre avec Cartier, ils se trouvaient à Gaspé pour y pêcher).

Au début du 17e siècle, le vocable «Canada» couvre une aire plus étendue, surtout vers l'est. Champlain emploie peu souvent le terme, parlant plutôt de «Canadas» lui rattachant une aire plus étendue comprenant même Tadoussac. Mais cette région de Canada ne s'étend guère vers l'ouest. Ainsi vers 1620, quand le Récollet Gabriel Sagard séjourne en Huronie, dans la région des Grands Lacs, pour lui le Canada est une région

«Avant tout, je suis Canadien», ce chant de ralliement des Fils de la Liberté également composé par Georges-Étienne Cartier, pourrait aujourd'hui servir dans une campagne d'appui au fédéralisme.

nettement plus à l'est, correspondant en gros à la vallée du bas St-Laurent. Quant aux Canadiens de l'époque, ce ne sont plus les Iroquoiens de Stadaconé, mystérieusement disparus, mais «les indigènes du Canada» que Jésuites et Récollets essaient de convertir au christianisme.

Le changement le plus important du sens donné à l'appellation Canada survient à compter de 1663, alors que la Nou-

INRS URBANISATION



velle-France passe sous l'autorité d'un Conseil Souverain et que le Canada devient un nom officiel. Ainsi, le mandat donné par Louis XIV à de Courcelles est celui d'«intendant de la justice, police et finances en nos pays de Canada, Acadie et Isle de Terreneuve et autres pays de la France septentrionale». Le Canada comprend dès lors tout le territoire sous contrôle français en Amérique du Nord, à l'exclusion de l'Acadie et de Terre-Neuve (la Lousiane sera aussi une colonie à part).

C'est aussi vers 1660 que le terme «canadois» puis «canadien» commencera à désigner les habitants d'ascendance française nés au Canada. Ainsi naît ce qui allait être le peuple canadien pour les deux siècles qui allaient suivre. En quelques décennies, ce peuple acquerra les traits qui le caractérisent et que déjà, vers 1750, des voyageurs comme Peter Kalm et le Père Charlevoix pourront clairement identifier. Ces traits empruntent aux origines françaises des Canadiens, mais encore plus au milieu physique, aux conditions de vie du Nouveau-Monde, ce qui amènera Bougainville à remarquer que malgré leurs origines communes, Canadiens et Français sont deux corps qui ne peuvent s'amalgamer ensemble.

1760 et c'est l'éclipse pour le Canada qui devient province de Québec pour les quelque trente années qui vont suivre. Restent les Canadiens qui ne se sont pas pour autant baptisés «Québécois». D'ailleurs, des gravures britanniques de l'époque dont on peut voir des exemplaires au Musée de Québec, (avec, dès ce temps, une légende en français et en anglais), illustrent la victoire des troupes anglaises sur les forces réunies des «Français, des Canadiens et des Indiens».

En 1791, la province de Québec est divisée en Haut-Canada et Bas-Canada, les colons loyalistes de ce qui deviendrait plus tard l'Ontario refusant une chambre représentative unique où aurait dominé une majorité canadienne de langue française et de foi catholique. Dans l'esprit des Canadiens, le Canada c'est la terre où vivent les Canadiens, c'est-à-dire le Bas-Canada. Les revendications des patriotes pour un gouvernement responsable porteront sur le Bas-Canada. Quand Georges-Étienne Cartier compose son hymne patriotique «O Canada, mon pays, mes amours», ce n'est pas encore un Canada d'un océan à l'autre qu'il a en tête, mais le Bas-Canada. «Avant tout, je suis Canadien», ce chant de ralliement des Fils de la Liberté également composé par Georges-Étienne Cartier, pourrait aujourd'hui servir dans une campagne d'appui au fédéralisme. À l'époque, il est perçu comme un chant révolutionnaire. Pour les nouveaux arrivés non plus il n'y a guère de doute quant à la définition de ce qu'est un Canadien surtout aux yeux des disciples du journaliste du Montreal Herald et futur juge Adam Thom, qui écrira en 1838 : «il faut balayer les Canadiens de la face de la terre». Dans son rapport sur «les affaires de l'Amérique du Nord Britannique», Durham parle tantôt de Canadiens, de Français, de Canadiens-français pour désigner les Français du Bas-Canada. Les autres sont les «Anglais», indistinctement de leur lieu de naissance. Exceptionnellement, il lui arrivera de parler de «Canadiens natifs» à propos des citoyens nés dans le Haut-Canada.

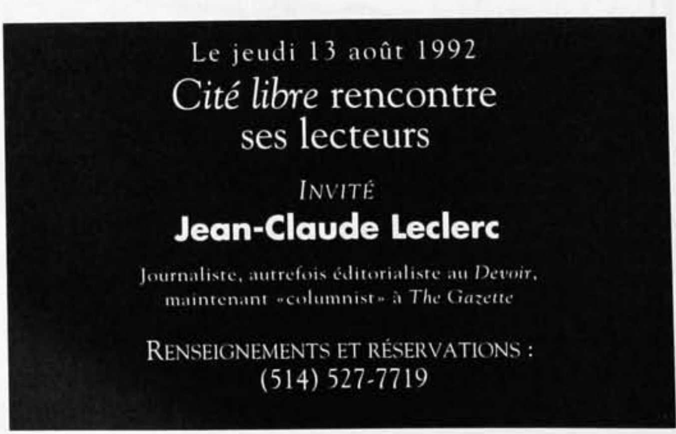
Avec l'Acte d'union de 1840, Bas-Canada et Haut-Canada sont réunis; l'espace canadien s'étend à nouveau au delà de la rivière Outaouais.

Devenus citoyens du Canada-Uni, les habitants du Haut-Canada à leur tour en viendront à se désigner eux-mêmes comme «Canadiens», c'est-à-dire bien sûr comme «Canadians» tandis que les anciens «Canadiens» commenceront à se désigner comme «Canadiens-français» comme les avait appellés Lord Durham. L'appellation «Canadien» continuera néanmoins à être utilisée dans son sens original pendant encore un bon siècle jusqu'à ce que le nationalisme des trente dernières années substitue graduellement à «Canadien» et «Canadien-français» le vocable «Québécois». Étonnant que ce terme de «québécois» ait mis pratiquement un siècle à partir de la création de la province de Québec en 1867, pour en arriver à désigner clairement les citoyens du Québec et non simplement les citoyens de la vieille capitale !

Avec la Confédération, le concept de «Canada» débordera des limites du Canada-Uni pour s'étendre progressivement à d'autres zones de l'Amérique du Nord. Tout d'abord au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse en 1867, puis dans les années qui suivirent au Manitoba, à la Colombie Britannique et à l'île du Prince-Édouard. 1949 marque la dernière extension du territoire canadien avec l'addition de Terre-Neuve. Curieusement, si Terre-Neuve a si longtemps hésité à entrer dans la confédération, c'est en grande partie parce qu'elle trouvait qu'il y avait trop de «Canadiens» au Canada. Selon l'historien F.W. Rowe, Terre-Neuve gardait un mauvais souvenir des attaques des Français et Canadiens (cf. la prise de St-Jean par le Montréalais Pierre Lemoyne d'Iberville) et les Terre-Neuviens craignaient d'avoir à dépendre de la volonté politique de leurs anciens ennemis.

À partir des années cinquante, les Canadiens d'origine tendent de moins en moins à s'identifier comme Canadiens. Avec la Révolution tranquille, et notamment à la faveur des conclusions de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme émerge cette conscience de l'échec de l'expérience canadienne en tant que forme de coexistence de deux groupes linguistiques, les Canadiens voudront tourner le dos à leur passé de minoritaires et affirmer leurs droits de majorité à l'intérieur de l'espace québécois, qui est fondamentalement le Bas-Canada augmenté du Nouveau-Québec. Les réformes entreprises par le Gouvernement canadien depuis vingt ans auront tout juste réussi à contenir cette tendance, pas à l'infléchir. De plus en plus, le discours médiatique parle du «Québec et du Canada», comme s'il s'agissait de deux entités distinctes. ✐

* *Économiste, Richard L'Heureux est conseiller auprès de nombreuses agences de développement international.*



À propos du roi Lear de Jean-Louis Roux

STEPHEN SCHECTER

Je parie, cher lecteur et chère lectrice, que vous ne l'avez pas vu, ce *Roi Lear* de Jean-Louis Roux, que vous avez cru que ce n'était pas bon, car c'est ce que la critique, semble-t-il, a laissé entendre. «Apparemment ce n'était pas bon». C'est la phrase qui circulait au sujet de cette pièce. Je l'ai entendue avant d'y aller, et je l'ai entendue de nouveau après y avoir été. Mais apparemment, même au théâtre, tout n'est pas dans les apparences.



PHOTO : ROBERT ETCHEVERRY

J'avais décidé d'y aller, cher lecteur et chère lectrice, parce que j'avais envie de voir *Le Roi Lear*, et parce que Jean-Louis Roux le jouait dans une version qu'il avait lui-même traduite. Trois bonnes raisons. Et puis c'était la plus terrible des pièces de Shakespeare. Ça contrasterait avec la fête du 350e, celle qui, apparemment, était très belle. Nous y sommes allés samedi soir, en voiture, comme cela se fait pour une sortie au théâtre. On a quitté la maison de bonne heure et, malgré cela, on a eu de la difficulté à s'y rendre. À partir de l'est, toutes les rues menant au TNM étaient bondées de voitures. C'était le soir du défilé sur le boulevard Saint-Laurent, et les gens, apparemment, avaient décidé d'ignorer que les autorités publiques les suppliaient de laisser leurs voitures chez eux et de prendre le métro. Apparemment, ils voulaient fêter en char, et ainsi priver le public du théâtre d'un de leurs derniers plaisirs urbains, et du luxe de sortir convenablement en ville, un samedi soir. Monsieur Proust n'aurait pas été content. Obligé de garer ma voiture près du métro Papineau, je ne l'étais pas non plus. Mais que voulez-vous, cher lecteur et chère lectrice, une ville, ça se fête et le théâtre, ça se paie.

Malgré la circulation infernale de voitures et de critiques préfabriquées, on y est arrivé. Juste à temps pour le lever du rideau. Kent et Gloucester discutent. Kent lui fait des compliments sur son fils Edmond, mais Gloucester en a honte, Edmond étant un fils bâtard. Il parle plutôt à Kent de son autre fils, légitime celui-là . Ainsi le drame se noue, ce grand drame de la filiation dans lequel les stratagèmes du fils illégitime ruinent la maison de Gloucester tout comme le règne strict du roi légitime conduit au désastre la lignée de Lear. On comprend cela au fur et à mesure que se déroule la pièce. Lear veut abdiquer et diviser son royaume entre ses trois filles, Gonerille, Régane et Cordélia mais, avant de le faire, il exige de ses filles des déclarations d'amour. Les deux aînées se prêtent à ses demandes, mais la cadette, Cordélia, s'y refuse. Le roi la renie alors et divise sa part entre les deux aînées, demandant seulement qu'elles le logent à tour de rôle, lui et sa suite de cent hommes. Kent proteste et le roi le bannit. Cordélia devenue l'épouse du Roi de France s'en va. Livré au bon plaisir de ses aînées, Lear se voit de plus en plus destitué de ses droits et privé de sa raison. À la fin, il paraît fou, mais pas au point de ne pas reconnaître Cordélia, ou le loyal Gloucester qui a payé sa loyauté de ses yeux. Ainsi le roi, ayant trop insisté sur les apparences, les perd; aussi ce piètre père devient moins qu'un fils bâtard.

> *Le théâtre c'est encore la parole, le geste, le pauvre corps humain dans sa déréliction qui nous parle de l'autre côté du proscenium, dans un langage que nous comprenons lorsque la mise en scène le permet.*

De l'autre côté, l'étoile d'Edmond monte. Profitant de l'incrédulité de son père et de la générosité de son frère Edgar, se liguant avec les désirs féroces et débridés des soeurs Gonerille et Régane, Edmond accuse son propre père d'avoir offert son soutien au roi. En récompense, le mari de Régane arrache les yeux du vieux Gloucester et anoblit Edmond à sa place. Le vieux Gloucester, évincé de chez lui, erre aveuglément dans les champs déserts au bord des falaises et il rencontre son fils légitime Edgar qui, par un tour ironique du destin vengeur, met son père hors de danger. Pourtant, Gloucester ne le reconnaît pas, bien qu'il ait reconnu la voix de Lear qui, lui aussi, erre dans les champs déserts, aveugle malgré ses yeux intacts. On voit alors que Shakespeare raconte une histoire vieille comme le monde : ils ont des yeux, mais ils ne voient pas. Les

hommes aveuglés par leur propre *hubris*, à la fois trop et pas assez stricts, revendiquant l'amour là où ils ne doivent que l'accorder, et entraînant tout le monde dans la faute qui mène au désastre, un tas de cadavres et la vie devenue désormais presque insupportable car, comme le dit Albanie, mari de Gonerille, à la fin de la pièce : «we that are young shall never see so much, nor live so long». C'est le même Albanie, qui au début, ose exprimer ses doutes quant à la politique de sa femme : «How far your eyes may pierce, I cannot tell; Striving to better, oft we mar what's well». Tout cela dans la traduction de Jean-Louis Roux, que je n'ai pas sous la main, mais que j'ai bien entendue ce samedi soir.

Bien sûr, il y avait beaucoup de bruit. Ça commence à devenir la marque du TNM et c'est un peu agaçant. C'est comme si on ne se fiait plus à la puissance du texte pour faire apparaître les apparences. On veut faire entrer la fête au théâtre par l'entremise des effets spéciaux. Je crois que ça ne vaut pas la peine. Pour cela on a la ville, les adminis-

Il fallait percevoir le grand frisson du corps de Cordélia lorsque Lear la renie, entendre les vérités du fou si brillamment lancées, écouter la voix de Kent, hardi et justicier, pour que, rentré chez soi, on sorte son Shakespeare et on recommence aussi vite à lire King Lear, les images maintenant bien en tête.

trateurs, les techniciens des grands spectacles. Le théâtre c'est encore la parole, le geste, le pauvre corps humain dans sa déréliction qui nous parle de l'autre côté du proscenium, dans un langage que nous comprenons lorsque la mise en scène le permet. Qui, ayant vu ce *Lear* de Jean-Louis Roux, oubliera la scène de la fin où, tenant Cordélia morte dans ses bras, Lear meurt lui-même, plaignant sa fille, son fou, la vie elle-même, sa voix s'éteignant de sa propre tristesse ? Qui oubliera ce tableau beau et pathétique du père aveugle mené par son fils avec, entre eux, le cadavre de l'intendant de Gonerille, qu'Edgar venait de tuer ? Le vieux Gloucester a pris la jambe du défunt pour le bras de son fils, tandis que celui-ci portait le cadavre sur ses épaules, et ainsi ils marchaient : deux hommes vivants, père et fils, et entre eux la mort. La pièce entière valait cette scène, en toute apparence plus que bonne; magnifique dans sa simplicité et meurtrière à souhait.

Oui, cher lecteur et chère lectrice, cette présentation du *Roi Lear* méritait d'être vue. Il fallait percevoir le grand frisson du corps de Cordélia lorsque Lear la renie, entendre les vérités du fou si brillamment lancées, écouter la voix de Kent, hardi et justicier, pour que, rentré chez soi, on sorte son Shakespeare et on recommence aussi vite à lire *King Lear*, les images maintenant bien en tête. Car on avait vu quelque chose de terrible, de très juste et d'incontournable, qui nous fait remonter au seuil de la modernité et au-delà d'elle, et qui nous fait penser à des thèmes millénaires : du naturel et du légitime, du père et de la fille, du fils et du père, de la mère qui n'est pas là et envahit par son absence, de l'obligation de rester fidèle.

On est sorti du théâtre après minuit. Dehors un spectacle de feux d'artifices illuminait le ciel montréalais, mais moi j'avais vu Lear et je pensais à Pascal : le coeur de l'homme est creux et plein d'ordures.

Ces afrikaners bien de chez nous

GEORGE TOMBS

Si j'étais libraire, j'aurais beaucoup de mal à décider sur quelle étagère placer cet ouvrage. Mots croisés ? Bande dessinée pour grands enfants ? Littérature fantaisiste ? Document officiel du Parti Québécois ? Lamentation dans un désert intellectuel ? Livre de cuisine cannibale ? Dossier médical d'une nation névrosée ? Long itinéraire d'une illuminée ésotérique en quête de valeurs absolues ? À vous de choisir ! Car *L'invention d'une minorité*, de Josée Legault, nous présente les Anglo-Québécois, tels qu'on aime les détester, c'est-à-dire en dehors du temps et de l'espace, sans nuance ni identité propre, et de préférence battant le tambour de 1759 : ils sont faciles à reconnaître, parce qu'en plus d'avoir des têtes carrées, les Anglais ont toujours tort ! Ils ont tort d'être venus, de passer, de repartir, de revenir, d'être minoritaires, majoritaires, bilingues, unilingues, de naître, de mourir : de toute façon, comme cherche à le prouver cette tempête de mots inutiles, ils ont tort. Et les francophones qui disent comprendre le point de vue de certains Anglais sont des coupables et des lâches. Qu'ils sont beaux nos vieux préjugés !

Soit dit en passant, cette «étude-fouillis» de 282 pages est parue chez *Boréal* (la honte !) grâce au généreux appui du Programme de subvention globale du Conseil des Arts du Canada, dont la vigoureuse promotion de la médiocrité est devenue légendaire. And God save the Queen !

Dès la deuxième phrase du livre, Madame Legault identifie chez les Anglais un «discours dominant» monolithique et surtout méprisant, qui remonte en ligne droite aux «redcoats» de la Conquête; elle associe Alliance-Québec à Pamjat, organisation russe ultranationaliste (p.102); elle avoue, sans doute par inadvertance, que le «discours dominant anglo» est tout de même plus subtil que celui des ultras russes ou encore des Afrikaners (103); elle consacre huit pages (221-228) à l'apartheid géographique, institutionnel, économique et politique instauré par les Anglais; elle n'y voit qu'une communauté «à la recherche du temps perdu, du bon vieux temps où tout était

tellement simple et clair pour tout le monde : when men were men and the French spoke English» (110).

Comme pour officialiser le contenu de cette douteuse analyse, *Boréal* a jugé bon d'y apporter une gentille préface de Claude Morin, pour lequel les Anglais rappellent «certains nostalgiques londoniens du défunt Empire des Indes». Dans sa dernière sortie avant de se faire lyncher, le grand informateur rendit hommage à ce livre «révélateur», plein de franchise, de conviction et surtout de «preuves». Un jour, nos historiens écriront sans doute que Monsieur Morin fut un grand penseur dont le coeur restait à gauche et le portefeuille au quartier général de la Police Montée, que ce brillant théoricien sut concilier en sa personne souveraineté et association économique, que ce héros fut prêt à déclarer l'indépendance mais jamais ses revenus. Comment savoir qu'au-delà de la GRC, il bénéficierait en 1992 d'une subvention globale du Conseil des Arts du Canada ?

Mais qui sont ces Anglais, ces farouches aristos nostalgiques du bon vieux temps auxquels font allusion Madame Legault et Monsieur Morin ? La question est d'autant plus importante que l'orgueilleuse présence de ces aristos légitimerait toute l'idéologie de l'insuffisance qui sous-tend l'ouvrage de Madame Legault, sans parler de l'ultranationalisme québécois en général. Elle justifierait cette tendance à croire que «les Anglais nous refusent, rejettent, humilient, injurient, insultent, méprisent, xxxxx, yyyyy, et surtout zzzzz...» Et si les Québécois francophones version ethnonationale sont de magnifiques perdants, alors il va de soi que les Anglais sont de mauvais gagnants.

Eh bien, je vous dirais, dans le plus grand secret, que ces aristos anglais n'existent pas. Penser qu'ils veulent étouffer le Québec français relève aujourd'hui d'une triste nécessité psychologique. Ils sont à peu près aussi réels que les farouches prolétaires francophones, barbus et revendicateurs, évoqués par Mordecai Richler dans *The New Yorker*. En fait, Madame Legault et Monsieur Richler ont ceci en commun qu'ils se complaisent dans de vastes et précaires constructions intellectuelles, à l'aide de ciseaux et d'un pot de colle, juxtaposant des extraits de discours provocateurs, sans jamais cerner le fond des choses. Sans vraiment comprendre de quoi ils parlent.

En fait, Madame Legault et Monsieur Richler ont ceci en commun qu'ils se complaisent dans de vastes et précaires constructions intellectuelles, à l'aide de ciseaux et d'un pot de colle, juxtaposant des extraits de discours provocateurs, sans jamais cerner le fond des choses. Sans vraiment comprendre de quoi ils parlent.

Ainsi, Madame Legault coince-t-elle Sheila Fischman entre deux citations du Parti Égalité, comme si les deux ne faisaient qu'un ! Drôle de sandwich ! Pourtant, Madame Fischman a traduit plus de romans québécois que Madame Legault n'en a probablement lus dans toute sa vie ! Elle cite John O'Meara, rédacteur du *NDG Monitor*, comme s'il était le porte-parole du «discours dominant», alors qu'il s'agit d'un des marginaux les plus purs de la province. En fait, elle a repêché cette dernière citation chez un auteur américain qui lui-même l'avait repiquée dans un de mes reportages dans *Le Devoir* ! Talk about out of context ! Elle cite Janet Torge comme l'Anglo-Québécoise typique , alors que c'était une Américaine déçue en amour qui rentrait dans ses terres, et qui en a profité pour claquer la porte au passage ! Elle ne cite jamais Bill Tetley, qui pourtant a vraiment des choses à nous raconter.

Surtout, Madame Legault demande avec une sorte de frénésie blessée, qui n'est pas sans rappeler certains éditoriaux du *Devoir*, pourquoi aucun anglophone ne s'est opposé publiquement aux propos calomnieux de Mordecai Richler. Eh bien, pour lui faire plaisir, je dirai que je me distingue à la fois de Monsieur Richler... et de Madame Legault. Dans une province, société, nation, ce que vous voulez, où 93 % des Québécois parlent le français (langue maternelle et langue seconde) alors que 41 % parlent l'anglais, nous avons encore quelques histoires d'amour à nous raconter. Pourquoi vouloir constamment nous polariser, nous isoler, nous tribaliser, nous caricaturer ? Come on, Josée !

L'invention d'une minorité
JOSÉE LEGAULT
Boréal, 1992.



La mélancolie de Pascal Bruckner

LOUIS CORNELLIER

Depuis l'euphorique et débridé démantèlement du Mur de Berlin, la rumeur enfle et la fanfare des vainqueurs vrombrit : «L'insupportable ressassement m'emplit les oreilles d'un qu'en-dira-t-on savant : l'histoire touche à sa fin. On a gagné. On n'a plus rien à perdre. Tout est bien qui finit bien. Repos !» (André Glucksmann, *Le XI[e] Commandement*, Flammarion, 1991, p. 9). Un tel réductionnisme, quand il se limite au statut de délire plébéien, peut faire sourire. Or, cette fois-ci, les joyeux gagas peuvent compter sur l'appui d'un monument philosophique : *La fin de l'Histoire et le dernier homme* de Francis Fukuyama[1], celui que Pascal Bruckner surnomme le «Hegel de la Maison-Blanche». Aussi, devant un courant de pensée d'une telle ampleur, il importe de poser sérieusement la question : l'Occident démocratique est-il en droit de crier à la victoire définitive ?

Rien n'est moins sûr, répond Pascal Bruckner dans son splendide essai intitulé *La mélancolie démocratique*. D'abord, pour se prétendre vainqueur, il faut avoir lutté. Or, la passion démocratique des occidentaux de l'ouest a toujours été ambiguëe, pour ne pas dire inexistante. Ayant flirté avec tous les

totalitarismes dont on sait que le XXe siècle ne fut pas avare, les intellectuels de ces pays dits libres se sont, au plus résignés à la démocratie. Rares sont ceux d'entre eux qui, d'emblée, en ont fait un credo (on pense tout de suite, disant cela, à un penseur comme Raymond Aron par exemple). C'est la raison pour laquelle il est présomptueux, selon Pascal Bruckner, de parler de victoire. Nous sommes moins les responsables que les spectateurs de l'effondrement communiste.

Évidemment, on peut opposer à un tel raisonnement l'argument du fait accompli : «qu'importe, en effet, que nous soyions ou non à l'origine de la débâcle si, à partir de maintenant, celle-ci marque une amélioration substantielle de l'état du monde ? À quoi bon chercher les pommes de discorde et les aspects négatifs d'un progrès humain pourtant si remarquable ? Ah, ces intellectuels ! Toujours drapés dans la pose du trouble-fête !» Toutefois, derrière cette attitude en apparence philanthropique, se cache de sombres présages qu'il serait vain d'occulter.

Dans son livre, Pascal Bruckner les débusque. La démocratie, écrit-il en substance, souffre peut-être plus qu'elle ne gagne dans toute cette histoire. Longtemps, elle a puisé sa légitimité au coeur même de l'affrontement est-ouest qui lui donnait tout son sens. Chaque pays du monde arraché des mains

L'Occident démocratique est-il en droit de crier à la victoire définitive? Rien n'est moins sûr, répond Pascal Bruckner dans son splendide essai intitulé La mélancolie démocratique. D'abord, pour se prétendre vainqueur, il faut avoir lutté. Or, la passion démocratique des occidentaux de l'ouest a toujours été ambiguëe, pour ne pas dire inexistante.

de «l'Empire du Mal» (Ronald Reagan) constituait un gain pour l'humanité libre. Ce souci du monde, conjugué aux bénéfices internes dont jouissaient les habitants de ces contrées non totalitaires, est maintenant en voie de disparaître. Puisqu'il n'y a plus d'ennemi, que le monstre soviétique s'est affaissé, à quoi bon combattre ? Même au niveau des affaires internes, l'heure des combats semble chose du passé. Le clivage droite / gauche ne signifie plus rien depuis que le caractère non applicable du marxisme fait consensus et que les anciens opposants de la scène politique présentent des programmes à toutes fins utiles équivalents qui combinent initiative privée et intervention publique. Par exemple, au Canada ou au Québec, en faisant abstraction des positions constitutionnelles, peut-on vraiment affirmer sans rire que les grands partis politiques offrent des projets de sociétés distincts ? C'est cela, la mélancolie démocratique : une société qui, parce que privée d'ennemis externes et de tiraillements internes, se réfugie dans un consensus mou. Victoire de la démocratie ? Non : parodie de la démocratie.

Que faire alors ? Applaudir ou s'insurger ? La traversée que Pascal Bruckner propose du paysage philosophique français oscille entre ces deux extrêmes. D'un côté, donc, ceux qu'il appelle les «bienheureux» et qui, croyant avoir rompu définitivement avec le schéma marxiste pour se faire les chantres de la démocratie, ne font que reprendre à leur compte sa vision historiciste du monde. Ils se nomment Gilles Lipovetsky et Paul Yonnet et voient dans l'individualisme narcissique ambiant le stade suprême des sociétés démocratiques. Pour eux, l'ère *hard* de la politique a fait place à l'ère *cool* du divertissement. Du même coup, le combat politique s'est déplacé de la sphère publique vers la sphère privée. La

Pour eux, l'ère hard *de la politique a fait place à l'ère* cool *du divertissement. Du même coup, le combat politique s'est déplacé de la sphère publique vers la sphère privée.*

passion démocratique s'incarnerait donc, aujourd'hui, non plus dans les débats publics, mais dans la mode, le tiercé, l'automobile et le rock'n roll. Ruse de la raison démocratique : l'égoïsme de chacun est un coup de pouce donné à la liberté de tous. Amen.

À rebours de cet optimisme béat, les «imprécateurs» s'inquiètent. Ils se nomment Allan Bloom, Milan Kundera et Alain Finkielkraut et voient dans l'individualisme narcissique ambiant, de même que dans l'indifférence qui l'accompagne, une forme nouvelle de barbarie. Pour sauver la barque, ces «courtisans de l'apocalypse» réclament à grands cris le retour en force de la Culture, elle seule étant apte à contrer la bêtise qui écrase leurs contemporains. Fidèles héritiers des Lumières, ils croient que l'apprentissage de la liberté passe par l'art et la littérature : «selon que vous écoutez Bach ou Mick Jagger, vous serez sauvé ou damné» (Bruckner, p. 104).

Pascal Bruckner refuse ce manichéisme simpliste. Il rejette le caractère fataliste et quasi providentiel des premiers en leur faisant remarquer la défaillance qui mine leur raisonnement : «En quoi le déclin de la vie politique va-t-il forcément de pair avec l'épanouissement individuel, par quel vase communiquant miraculeux ce qui est retiré à l'une est rendu à l'autre ? On se garde bien de nous le préciser. On ne se demande même pas si une prise en charge personnelle est compatible avec une certaine forme de participation publique. Puisque l'être humain est constamment régénéré par la mode, l'automobile, le tiercé, la télévision, puisqu'il est le siège d'une «mutation anthropologique» (Lipovetsky) sans précédent, il n'a nul besoin de recourir aux instances collectives du vote, de la délibération, du jeu des partis, etc. Contentez-vous d'exister et le reste vous sera donné de surcroît» (p. 91). Ces adeptes de l'apolitisme auraient-ils oublié «que c'est bien chez l'individu allergique à l'embrigadement, le bon père de famille que le régime nazi a recruté ses troupes les plus véhémentes» (p. 89) ?

Quant aux seconds, ces thuriféraires de la Culture qui vont, Shakespeare à la main et Mozart dans les oreilles, clamant la Bonne Nouvelle, que peut-on leur reprocher ? Leur naïveté,

répond Bruckner. Leur oubli d'un certain nombre de faits qui devraient suffire à tempérer leur ardeur. Par exemple ? Que «c'est un pays hautement cultivé, l'Allemagne, qui s'est rendu coupable en notre siècle de l'abomination que l'on sait, qu'«Hitler aimait Wagner à la folie et (que) l'on faisait jouer Mozart et Beethoven aux portes des chambres à gaz par les détenus» (p. 106). Autrement dit, leur oubli d'une vérité triste, mais fatale : «cultivé ne veut pas dire civilisé et encore moins moralisé» (p. 107).

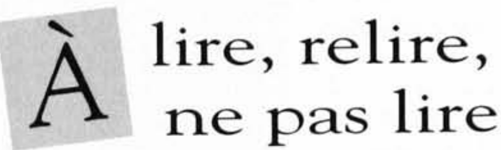
Il faut donc reprendre la question : que faire alors ? Si *La mélancolie démocratique* n'est pas un livre de recettes, il n'en demeure pas moins que les pistes qu'il trace méritent qu'on s'y attarde. Premièrement, écrit Bruckner, il faut, contre ceux qui veulent aller vite en besogne, prendre acte qu'«il n'y a pas d'au-delà de la politique, sinon dans la bienveillance mortelle du tyran» (p. 69). Cesser, donc, de rechercher la voie de la liberté dans les étoiles et réinvestir le domaine politique qui toujours exige «la présence d'autrui» (p. 89), c'est-à-dire l'espace public. Aussi, et deuxièmement, retrouver un sens des nuances qui, en ces temps mornes, fait trop souvent place à une enflure du discours qui cherche à réveiller en délirant : «Il est donc impératif de bannir à jamais de notre vocabulaire les mots «génocide», «goulag», «barbarie», hormis pour les réalités très précises qu'ils désignent : il y a assez de vrai facisme sur terre, assez de candidats virtuels à l'ignoble pour ne pas en rajouter» (p. 137). Troisièmement : devant l'apparente absence d'ennemis qui *s'abat* sur la démocratie, il faut éviter la tentation nihiliste; rappeler que «c'est toujours là où d'autres fournissent la réponse que devrait commencer pour nous la question» (p. 99), que la démocratie est une «initiation permanente aux idées pluralistes» (p. 62) et que le refus d'accomplir cette tâche ne peut que déboucher sur la production de candidats à la servitude. Enfin, et quatrièmement, éviter «la tentation du retrait» qui guette depuis longtemps l'Occident démocratique. Qu'est-ce à dire ? Qu'il ne faut pas désespérer l'ailleurs, le lointain. Qu'il ne faut pas, tel le sinologue Alain Peyrefitte commentant les événements de Chine du printemps 1989, sombrer dans le syndrôme «c'est ainsi qu'ils sont», et croire que la démocratie «n'est pas pour tous, que voulez-vous».

La tâche peut sembler irréalisable, impossible. Telle est, pourtant, l'essence même de la démocratie : un pari sur l'impossible, semé d'embûches, parfois défait, mais sans cesse reconduit. Aurait-elle gagné une fois pour toutes ? Bruckner nous met en garde : «Ainsi allons-nous peut-être apprendre que la démocratie peut mourir de réussir, courir à la ruine sous le masque souriant du succès. Pour éviter que son accomplissement ne soit contemporain de sa faillite, il ne nous reste plus qu'à lui souhaiter beaucoup de périls qui la revitalisent. Mais, dans les deux cas de l'usure par le triomphe ou du sursaut par le désastre, nous n'échapperons pas aux temps de fer» (p. 184). À suivre.

La mélancolie démocratique
PASCAL BRUCKNER
Seuil, 1990, 192 pages

NOTE

1. Je rappelle aux lecteurs que ces deux livres, de même que ceux de Jean-François Revelet, Alain Finkielkraut seront commentés ultérieurement dans cette chronique.



À lire, relire, ne pas lire

MARIE DESJARDINS

Toute vérité n'est pas bonne à dire

Ouvrez le journal; regardez la télévision; écoutez la radio. Vous lisez et entendez le récit, en général fâcheusement commenté, des tragédies de notre temps. (J'écris bien «en général», ne doutant pas qu'il existe des journalistes sérieux et soucieux non pas d'établir la vérité, ce qui est ardu, mais bien d'être objectifs et rigoureux). Bouillon de tragédies plutôt que de culture : l'irréparable trou dans la couche d'ozone, l'insurmontable crise économique, la navrante faillite communiste, l'écoeurant capitalisme, l'effarante montée de l'intégrisme, le sida dévastateur, etc. Nouvelles graves et désolantes, certes. Est-ce une raison pour que le discours médiatique, à l'instar du discours populaire — celui que l'on tient et que l'on entend partout — soit, toujours en général, linéaire, unilatéral, obtus, mesquin, truffé de lieux communs, de préjugés, d'idéologies fausses et de contradictions, non seulement assommant, mais profondément dangereux parce qu'il charrie l'ignorance et, qui pis est, le désespoir. C'est ça la tragédie de notre temps. Je suis navrée d'avance à l'idée que, si j'ai des enfants un jour, ils apprendront que l'Afrique est un continent foutu, que l'Amérique du Sud est à feu et à sang, que l'Asie est corrompue, que l'Australie est indifférente, que l'Europe est déchirée, que les Américains sont responsables de tous les maux de la terre, et qu'il ne se passe jamais rien de bien nulle part. Pour se nourrir intellectuellement, spirituellement, moralement, mes enfants, comme moi-même et comme beaucoup de gens, liront rarement les journaux, écouteront peu la télévision, fuiront le monde et se tairont parce qu'argumenter avec l'imbécilité, sinon avec le défaitisme, ça donne des palpitations, ça stresse, ça déçoit, c'est inutile. La désuétude de la probité, la puissance destructrice de l'ignorance, dont le pouvoir, surtout le quatrième, est empreint, expliquent peut-être le marais dans lequel on stagne et la montée de l'aberration. Je crois profondément que la pensée est créatrice. Même si cela semble naïf, il faut apprendre à penser positivement, pour vivre mieux. Il ne s'agit pas de se conduire en autruche mais bien de ne pas oublier que les mots «bon», «bien» et «beau» existent aussi.

C'est peut-être pour cela que j'ai aimé le petit livre de Guy Sorman, *Les vrais penseurs de notre temps*. L'homme, créateur d'une entreprise de presse et président de l'organisation humanitaire «Action internationale contre la faim», m'a semblé positif et désireux, par sa petite contribution, de livrer à ses lecteurs le résumé d'un discours «savant» différent de celui que l'on entend généralement et, à maints égards — enfin ! — optimiste. Des penseurs, dans le monde, il y en a à la fois peu et beaucoup.

Pour les sélectionner, Sorman a respecté un seul critère : qu'ils ne soient pas particulièrement intéressés par le public, comme beaucoup de chercheurs ou de philosophes populaires, mais bien par leur oeuvre, ou par leur action. Il faut se procurer *Les vrais penseurs de notre temps*, panorama, bien qu'évidemment incomplet, de connaissances élémentaires modernes, savoureux, éclairant, rectificatif, et spirituellement écrit. Chaque page de cet ouvrage est intéressante et nous apprend quelque chose. Je cite, en désordre, ce qui m'a remuée, pour vous donner, j'espère, l'envie d'en savoir plus long.



PHOTO: MARIE PIERRE

En Californie, l'astrophysicien Carl Sagan, premier spécialiste de Mars et Vénus, a inventé un système radiophonique cosmique. Il n'a jamais reçu de message... Sacrée remise en question des soucoupes volantes. Interrogé sur le sort du monde, il répond : «De tous les périls [...] «l'hiver nucléaire» est le plus immédiat. Le désarmement [...] ne porte que sur trois pour cent du stock disponible des armes nucléaires. Sans compter que la capacité nucléaire de la France, par exemple, suffirait à elle seule à détruire toute vie humaine sur l'ensemble de la planète».[1] Sagan propose de «retirer le pouvoir à la classe politique pour le donner... aux savants» ! «La science, affirme-t-il, a des réponses à condition que l'on veuille bien nous écouter».[2] Edward Teller partage cette vision des choses. «J'entends par avance, précise Sorman, les protestations de tous ceux pour qui Teller évoque immédiatement «la bombe»».[3] Reste que Teller est encore aujourd'hui l'un des physiciens les plus éminents et les plus controversés de son temps. Aussi Sorman n'a-t-il pas résisté à lui demander s'il n'avait pas «des regrets comme Einstein ? Des remords comme Oppeinheimer ?[4] «La vrai question, se souvient Teller, n'était [...] pas de construire ou ne pas construire l'arme nucléaire, mais de savoir qui y parviendrait le premier. De plus, précise-t-il, l'ennemi était clairement désigné : le nazisme. Pour bien des savants de Los Alamos, émigrés comme nous d'Italie, d'Allemagne ou de Hongrie — c'était mon cas — cet ennemi-là était bien connu».[5] «On dit souvent, poursuit le savant, qu'Hiroshima a changé le cours de l'Histoire. Ce qui l'a bouleversé, ce n'est pas l'arme nucléaire en elle-même, c'est le fait que les États-Unis furent le premier pays à en posséder une. Les États-Unis ne s'en sont pas servi pour dominer le monde, mais pour arrêter la guerre [6]. Bientôt nonagénaire, Teller travaille à la défense antinucléaire, c'est-à-dire au bouclier antimissile, bien qu'aux États-Unis, contrairement à ce que l'on pourrait croire, on encourage peu ce genre de recherche. Il faut noter en effet que ce sont des Asiatiques hostiles au communisme, parce qu'ils en ont souffert, plutôt que des chercheurs américains, qui développent cette défense nationale.

Passons au vert et à plus de candeur, avec James Lovelock. Le père de l'écologie, bizarrement, ne s'inquiète pas du rétrécissement de la couche d'ozone. Ce serait peut-être, selon lui, un phénomène naturel de compensation de l'effet de serre. Il fait remarquer que le varech, producteur d'iode, détruit l'ozone, bien plus que les C.F.C., et que personne n'en fait de cas, tout comme peu d'écologistes s'attachent à lutter contre la pollution due aux bouses de vaches, pourtant cent fois plus nocive que celle des déchets industriels. À lire Lovelock, on peut s'imaginer cet été, roulant en décapotable sous un inoffensif soleil de plomb, et balançant dans le décor, sans scrupule, paquets de cigarettes, bouteilles, et autres détritus !

Le mathématicien René Thom, en apparence plus sérieux, me plaît bien car, quoique je ne comprenne rien à sa science — Sorman non plus, ou presque, c'est pourquoi il a fait vérifier son compte rendu par Thom lui-même — Thom, donc, me semble avancer une théorie très juste : «l'enseignement des mathématiques devrait être arrêté vers les quinze ans, affirme-t-il. À ce stade, les enfants se séparent entre le cinq et dix pour cent qui peut comprendre les mathématiques complexes et les quatre-vingt-dix pour cent qui n'y parviendront de toute manière jamais»[7]. Thom devient doublement intéressant, à mon avis, lorsqu'il fait remarquer que : «la sélection [scolaire] par les maths donne aux enseignants l'illusion de l'objectivité. Pour noter une dissertation, il faut faire appel à son jugement personnel, avec les risques de contestation que cela comporte. Pour noter un devoir de maths, pas de difficultés de cette sorte ! La suprématie des maths serait donc, selon Thom, le reflet d'une certaine lâcheté intellectuelle».[8]

Il est fréquent d'entendre dire que l'homme descend du

Est-ce une raison pour que le discours médiatique, à l'instar du discours populaire — celui que l'on tient et que l'on entend partout — soit, toujours en général, linéaire, unilatéral, obtus, mesquin, truffé de lieux communs, de préjugés, d'idéologies fausses et de contradictions, non seulement assommant, mais profondément dangereux parce qu'il charrie l'ignorance et, qui pis est, le désespoir.

singe. Le petit livre de Guy Sorman a le bonheur, entre autres mérites, de nous rafraîchir la mémoire. Le paléontologue Stephen Jay Gould rappelle que Darwin n'a jamais prétendu que les hommes descendaient des singes mais qu'ils étaient «les cousins éloignés du chimpanzé»[9]. «Cet ancêtre, précise le savant, a donné naissance à des branches parallèles dont l'une seulement a débouché sur l'Homo Sapiens»[10] Avec Motoo Kimura, biologiste fondamentalement opposé à Darwin, — Sorman s'est

«Pour noter une dissertation, il faut faire appel à son jugement personnel, avec les risques de contestation que cela comporte. Pour noter un devoir de maths, pas de difficultés de cette sorte ! La suprématie des maths serait donc, selon Thom, le reflet d'une certaine lâcheté intellectuelle»

efforcé, en effet, de recueillir des témoignages divers et opposés — nous nous éloignons effroyablement de nos cousins chimpanzés. Le Japonais nous brosse le portrait de notre avenir aussi platement que s'il constatait les ennuis de l'heure de pointe. «Au fur et à mesure que la Terre deviendra surpeuplée et que l'énergie disponible s'épuisera, pense-t-il, le projet de colonies de l'espace s'imposera ! [...] la forme la plus probable sera celle de cylindres en aluminium remplis d'air, flottant entre la Terre et la Lune. Une rotation permanente créera une gravité comparable à celle de la Terre et permettra de se mouvoir normalement. Les matériaux proviendront pour l'essentiel de la Lune, et il sera possible, par un système de miroirs, de recréer le jour, la nuit et les saisons. Plusieurs millions de personnes devraient pouvoir vivre confortablement dans ces cylindres...»[11] Ouach !

Ces extraits, assez piquants, vous auront probablement convaincus de lire ou peut-être de ne pas lire Sorman qui ne s'est pas attaché qu'à la science. Ainsi l'on se souvient avec Claude-Lévi Strauss qu'«en sociologie, Marx, le premier, a montré que pour interpréter la réalité sociale, il fallait sortir de la perception immédiate et la voir à travers un système».[12] C'est ce que Lévi-Strauss a pratiqué lors de ses études sur les sociétés dites primitives. Ces sociétés, il les connaît, lui, probablement bien mieux que beaucoup d'habitants de cette terre. Aussi son témoignage, assurément fondé, de même que ceux qui suivront, me surprend-il, parce qu'il diffère de ce que l'on entend communément : «Les dirigeants actuels du Tiers-Monde [...] sont au moins aussi responsables de la destruction des cultures dites «arriérées» qui subsistaient chez eux, que ne l'est l'Occident actuel».[13] L'écrivain mexicain Octavio Paz abonde en ce sens lorsqu'il déclare à Sorman que : «La pauvreté du Tiers-Monde n'a qu'une seule cause : les initiatives individuelles sont réprimées par l'État».[14] L'agronome et biologiste asiatique Swaminathan parle ainsi de son Tiers-Monde à lui : «absurde, dit-il, de ressasser des slogans «contre la faim dans le monde». Ces slogans sont dépassés depuis vingt ans et ils ne font que masquer les besoins réels : le Tiers-Monde ne souffre pas de la faim, mais de la pauvreté...».[15]

Pas question, pour l'économiste Sorman — diplômé de l'ENA, en effet, il a enseigné à l'Institut d'Études Politiques de Paris — de ne pas aborder le sujet cuisant des idéologies politico-économico-sociales et, entre autres, du capitalisme et de la liberté. Constatons, rapidement, que l'ensemble des interlocuteurs de Sorman défendent ces notions qu'ont piétinées tant d'intellectuels. L'économiste Friedrich Von Hayek recommande ardemment aux tenants du libéralisme d'«être des agitateurs, pour renverser les courants d'opinion hostiles à l'économie capitaliste. La population mondiale est si nombreuse, poursuit-il, que seule l'économie capitaliste parviendra à la nourrir. »[16]. De Las Vegas, l'économiste Murray Rothbard renchérit en définisant ainsi la liberté : «c'est le droit naturel, pour chaque individu, de disposer de lui-même et de ce qu'il a acquis par l'échange ou le don : la propriété et la liberté sont donc indissociables. Toute atteinte à la propriété est une atteinte à la liberté»[17]. Aussi, passionné, Rothbard déteste-t-il l'État, «la plus vaste et la plus formidable organisation criminelle de tous les temps, plus efficace que n'importe quelle mafia dans l'Histoire». [18] Il nous rappelle que «toutes les révolutions du XXe siècle ont été au départ d'inspiration libertaire : contre l'État et pour la propriété privée». [19] Grand don que la liberté. Grand privilège. Les penseurs que j'ai brièvement cités, car j'en ai passé, et des meilleurs — Berlin, Grombrich, Nolte, Zhao Fusan, etc., question de ne pas vendre toutes les mèches — croient tous, j'écris bien tous, au progrès, et par là même, considèrent l'univers avec optimisme. C'est pourquoi je ne citerai plus que le philosophe Karl Popper, tenant et croyant du progrès, étonné, voire furieux de constater que les seuls qui n'y croient pas sont les «intellectuels» qui colonisent l'enseignement et les médias; eux seuls déclarent, déplore-t-il, que nous vivons dans un «enfer moral». Eux seuls préconisent la politique du pire, qui consisterait à détruire la liberté en Occident, sous prétexte que cette liberté ne serait qu'illusion»[20]. Sans commentaire. Fin de la parenthèse sur l'ignorance et le défaitisme. Passons aux autres livres à lire, à relire, à ne pas lire.

Je suis plutôt tombée, ces derniers temps, sur des textes apologétiques. Dans Sorman, d'abord, l'interview de Claude Tresmontant m'a paru tout à fait extraordinaire. Ce médiéviste, spécialiste de grec et d'hébreu, étudie minutieusement les Évangiles depuis des années. Il a constaté «que le grec des Évangiles est du mauvais grec, complexe, obscur, truffé de nombreuses fautes de grammaire. Mais si l'on sait l'hébreu, déclare-t-il, ces fautes n'en sont plus; elles apparaissent comme la transcription en grec de la syntaxe hébraïque»[21]. Tresmontant a donc traduit les Évangiles en hébreu, comme ils lui semblent avoir été écrits, et les a retraduit en français. Je ne vous dis pas ma hâte de lire cette version, qui n'a rien à voir, selon cet exégète, avec la version officielle «romantique» que nous ânonnons depuis des siècles. Le mot foi, par exemple, leitmotiv du discours ecclésiastique, soulève tout un problème. Il référerait au mot hébreu emounah, du verbe aman, qui signifie «être certain de la vérité»[22]. Je m'éloigne peu du thème de cet article. En effet, Tresmontant lutte contre l'ignorance en tâchant de projeter cette nouvelle

lumière sur l'histoire de la chrétienté. Résultat ? L'Église l'ignore, les athées se moquent de lui. C'est que la connaissance agace, comme Jésus, Ieschoua, de son vrai prénom. Je ne sais pas, mais je pense qu'Henri Guillemin aurait été du genre à soutenir ce défenseur de la vérité, parce que lui-même était un «repoussé», qui sut se frayer son chemin quand même, et comment ! Deux jours avant sa mort, j'ai commencé à lire *Une certaine espérance*, récentes confidences publiées chez Arléa. Aussi la disparition du grand homme m'a-t-elle fait moins mal car j'étais avec lui avant, pendant et après son passage de «l'autre côté», comme il disait. Découvrant ce beau livre rassurant, je me sentais en contact étroit avec Guillemin, comme s'il me parlait à l'oreille, d'outre-tombe. Une sorte de chaleur. Je riais à son humour — celui duquel il ne se rendait pas compte : une façon de s'indigner, soudain, un mot, véhément -, j'admirais la vastitude et, à la fois, la précision de son érudition, je savourais ses emportements ardents, ces tirades outrées sur Malraux, Gide, Camus, ses confidences charitables et respectueuses sur Claudel et Mauriac. Je lisais, avec émotion, bien sûr, cette phrase, qu'il prononçait il y a quelques mois : «Ce que nous appelons Dieu, je crois le sentir au fond de moi-même comme l'identité la plus profonde de ma personne; cette identité se heurte à cet obstacle terrible qu'est le mal. Je suis incapable de dire pourquoi je fais confiance dans le noir, tout en me disant peut-être que, de l'autre côté, je comprendrai».[23] Et, enfin, je recevais de Guillemin l'explication à la fois de ma réticence et de mon attirance pour *La dernière tentation*, roman qu'il me répugnait d'étiqueter «à ne pas lire» car je l'avais acheté en préjugeant que j'allais en faire l'éloge, ayant été très impressionnée par le film de Martin Scorcese. Je me disais que celui qui avait imaginé cette interprétation bouleversante de la vie du Christ, en l'occurrence Nikos Kazantzaki, bien connu à cause de son *Alexis Zorba*, était vraiment fort. Enfin, Jésus n'était pas un mièvre blond bouclé à l'oeil larmoyant et au coeur sanguinolent mais bien un homme, charpentier un peu paresseux, amoureux de sa cousine Marie-Madeleine, désireux d'avoir des enfants et une vie simple, et torturé de se sentir appelé par Dieu. L'homme résistait des mois, des années. Au moment où il acceptait enfin d'être celui par lequel Il parlerait, les événements s'enchaînaient vertigineusement et Jésus comprenait, par brutales révélations, qu'il était le fils de Dieu et qu'il devait, pour en convaincre le monde, mourir et ressusciter. Refoulant sa peur, il demandait à Judas, son ami le plus cher, de le livrer à ses bourreaux. Crucifié, il s'évanouissait, après avoir prononcé les paroles fatales : «Mon père, pourquoi m'avez-vous abandonné». Un instant, il avait douté, gémi tout au moins, sur la cruauté de son sort. Le diable s'était alors faufilé et avait fait rêver le mourant à sa vie d'homme comblé, époux de Marie-Madeleine, puis de Marthe, amant de Marie, père de nombreux enfants, charpentier aux affaires florissantes. La crucifixion n'était pas nécessaire. Il s'agissait de montrer à Dieu et aux hommes qu'il était capable d'aller jusque-là. Devenu vieux, Jésus s'indignait que l'on mentît à son sujet. Au village, en effet, un homme annonçait «la bonne nouvelle», racontait l'histoire du Christ ressuscité, sauveur des hommes. Puis un jour venait où ses disciples le retrouvaient, où Judas l'accusait de trahison. Et Jésus comprenait. Souhaitant alors désespérément sa crucifixion, condition du christianisme, il reprenait connaissance, retrouvait sa croix et murmurait : «Tout est accompli». Version audacieuse, on ne peut plus originale et intelligible. Malgré cela, la lecture de Kazantzaki me parut longue, agaçante, laborieuse et, par conséquent, culpabilisante au possible. Ma médiocre connaissance de l'histoire de la chrétienté contribua certainement

Pas question, pour l'économiste Sorman — diplômé de l'ENA, en effet, il a enseigné à l'Institut d'Études Politiques de Paris — de ne pas aborder le sujet cuisant des idéologies politico-économico-sociales et, entre autres, du capitalisme et de la liberté.

à ce que la symbolique du texte m'échappe. De plus, la traduction française de cet ouvrage ne rend peut-être pas les mérites du style de Kazantzaki. Les dilutions, les longues descriptions à l'eau de rose, les explications expéditives, les formules pompeuses, les dialogues niais, bref une certaine gaucherie dans la construction, m'ont sérieusement énervée. Irritante, cette société superstitieuse, grimaçante, toujours en pirouettes rituelles, craignant Dieu à coeur de jour et implorant en braillant sa miséricorde. Marie, Marie-Madeleine, Marthe et sa soeur, bref les femmes, passent leur temps à chialer, comme des coupables; les anciens du village, prophètes de malheur, ont des barbes sales et brandissent leurs cannes à tout bout de champ; les apôtres, ignorants comme des carpes, geignent et prennent leurs jambes à leur cou au moindre danger. Au milieu de ce poulailler criard, Jésus vit sa passion. Il recommande rapidement de s'aimer les uns les autres, réfléchit, diffus, à la destruction du temple, ressuscite Lazare en vitesse — ceci écrit, Kazantzaki prend soin de nous dire qu'Ieschoua a été terrifié de cela, et c'est intéressant — il expédie enfin, avant de trépasser, le dernier souper, composé de chair caoutchouteuse et de sang fade. Je reviens à Guillemin. Il cite cette définition du Christ de Victor Hugo : «C'est l'être qui a montré «toute la quantité de Dieu qui peut tenir dans l'homme»».[24] C'est, je crois, ce que Kazantzaki a voulu montrer. Je lui suis reconnaissante de cette initiative, bien que son texte m'ait ennuyée. Guillemin, encore lui, m'éclaire à ce propos. C'est Paul, explique-t-il «qui a ajouté à la foi la notion, qui n'est pas dans les Évangiles, d'une rédemption-rachat, à savoir que Dieu était impardonnant et toujours irrité de la désobéissance d'Adam et Ève. Il a donc fini par décider, dans son immense bonté, d'envoyer son propre fils et son fils unique sur la terre afin que, par l'effusion de propre sang, il rachète la faute des grands-parents. Cette idée de la rédemption, affirme Guillemin, je la trouve scandaleuse».[25] C'est celle, plus ancienne, de la colère de Dieu, en ce qui me concerne, qui me fatigue, écorche mon orgueil, obscurcit ma foi, ma certitude de la vérité, bien que certains exégètes l'expliquent très bien. *La dernière tentation* en est imprégnée. Comment un Dieu d'amour peut-il ne pas pardonner ? Il est vrai que

Dieu a fait l'homme à son image. Et les hommes, malheureusement, ne pardonnent pas beaucoup. Moi la première.

GUILLEMIN, HENRI, *Une certaine espérance*, Paris, Arléa, 1992, 186 p.
KAZANTZAKI, NIKOS, *La dernière tentation*, Paris, Presses Pocket, Plon, 1959, 509 p.
SORMAN, GUY, *Les vrais penseurs de notre temps*, Paris, Poche, Fayard, 1989, 445 p

NOTES
1 Sorman, p. 29-30.;
2 ibid., p. 30.;
3 ibid., p. 209.;
4 ibid., p. 210.;
5 ibid., p. 210.
6 ibid., p. 211.
7 ibid., p. 67.
8 ibid., p. 68.
9 ibid., p. 81.
10 ibid., p. 81.
11 ibid., p. 115.
12 ibid., p. 124.
13 ibid., p. 130.
14 ibid., p. 290.
15 ibid., p. 311.
16 ibid., p. 267-268.
17 ibid., p. 272.
18 ibid., p. 270.
19 ibid., p. 275.
20 ibid., p. 350.
21 ibid., p. 333.
22 ibid., p. 336.
23 Guillemin, p. 100-101.
24 ibid., p. 131.
25 ibid., p. 96.

Keynes, Galbraith et euphorie financière

LOUIS-PHILIPPE ROCHON

Il est souvent difficile d'apprécier un livre particulier d'un auteur lorsque l'on ne connaît pas son oeuvre complète, l'origine de sa pensée et le contexte sociopolitique dans lequel cette pensée a évolué. Tous ces éléments nous aident à mieux comprendre l'évolution des idées de l'auteur, faute de quoi il serait ardu de saisir les nuances subtiles de sa pensée. Par exemple, lorsque je discute avec d'autres économistes des concepts, idées et théories du grand économiste britannique John Maynard Keynes, ça me surprend toujours de constater qu'ils ne connaissent pas — ou connaissent mal — le vrai sens des idées de Keynes. Pourtant, s'ils avaient pris la peine de lire Keynes, ils auraient appris que celui-ci a établi les assises de sa pensée bien avant la parution de sa *Théorie générale*, en 1936. Le problème, bien entendu, est que la quasi-totalité des économistes n'ont jamais lu Keynes — ils récoltent des bouts de lecture ou de théorie ici et là — ou n'ont lu que la *Théorie générale*, bien qu'il s'agisse de son ouvrage le plus important. S'ils avaient pris la peine de lire et de connaître Keynes en profondeur — il a lui-même été influencé par Alfred Marshall (le plan Marshall, ça vous dit quelque chose ?) — ils auraient peut-être des idées bien différentes aujourd'hui.

Au fil des années, plusieurs économistes ont mal interprété les idées de Keynes. Ainsi, ce que nous appelons aujourd'hui «politiques keynésiennes», a souvent très peu à voir avec la véritable pensée de Keynes; c'est ce que Joan Robinson a appelé le «keynésiannisme bâtard». Ce qui me désole davantage est le fait que ces mêmes économistes deviennent professeurs au Cégep et à l'université et qu'ils transmettent à leurs étudiants une version erronée des idées de Keynes. Suit alors une génération de jeunes économistes ignorant des théories de Keynes , et qui adoptent l'idéologie droitiste des marchés en espérant avoir de grands succès dans le monde des affaires. Ils s'empressent de critiquer sévèrement les politiques fiscales de nos gouvernements et l'état de nos finances publiques et accusent nos gouvernements d'avoir créé la situation économique pitoyable que nous connaissons tous aujourd'hui. Brian Mulroney blâme l'intervention des gouvernements pour le marasme économique actuel. Il en profite ainsi pour couper partout.

Première prémisse de Keynes? Rejeter l'orthodoxie en économie — bien qu'il ait accepté certains postulats de la théorie classique, comme il la nommait. En gros, il rejetait ce principe classique qui veut que le marché, laissé à lui seul, retrouve *automatiquement* un certain état d'équilibre. Et le chômage? Pas de problèmes. Selon les classiques, il est causé par les salaires trop élevés des travailleurs qui revendiquent toujours des augmentations de plus en plus importantes. N'eût été des syndicats et de l'assurance-chômage, le taux de chômage serait plus bas. Ces orthodoxes prétendent alors qu'il est important de minimiser — voire complètement éliminer — toute présence de l'État dans les affaires économiques. C'est le fondement des philosophies économiques du reaganisme, du tatcherisme et du mulroneyisme. Mais le marché, prétend Keynes, n'est pas parfait, et il ne faut pas supposer qu'il se dirigera tout bonnement vers un équilibre «naturel». Il faut alors se méfier de ceux qui réclament un retour au marché libre.

Les caractéristiques des périodes de «maladie spéculative» sont, entre autres, les récessions qui les suivent. L'effondrement du prix des tulipes, par exemple, provoqua une très sérieuse récession qui paralysa plusieurs années l'économie de la Hollande.

Keynes est certainement moins à la mode aujourd'hui, bien que je crois qu'il soit temps de retourner maintenant à ses idées, surtout après la faillite des politiques économiques de la droite. Un groupe d'économistes regroupés de façon vague sous la bannière des «post-keynésiens» tentent, non pas de ranimer et de débattre les idées de Keynes, mais de faire revivre son esprit critique, réaliste et contestataire. Ils ne sont pas nombreux ceux qui remettent en question l'orthodoxie économique, mais leur effort est certainement noble. Dans le premier numéro du *Journal of Post-Keynesian Economics* on peut lire :

«Le besoin de jeter un oeil critique sur les problèmes contemporains est devenu impératif. Il faut contester l'orthodoxie conformiste qui occupe déjà trop de place. La théorie doit toujours évoluer de façon à ce qu'elle puisse expliquer le vrai monde et éclairer l'élaboration des politiques... Les hypothèses sous-jacentes à la théorie orthodoxe doivent donc être scrutées à la loupe pour qu'elles puissent répondre aux phénomènes réels».

Parmi ceux qui se sont associés à cette école de pensée, on retrouve John Kenneth Galbraith, dont *Le nouvel état industriel* et *L'ère de l'opulence* sont des lectures obligatoires dans de nombreux cours d'économie. Son dernier livre, paru en français, s'intitule *Une brève histoire de l'euphorie financière* , et s'insère dans une tradition purement galbraithienne, pour ne pas dire keynésienne : il rejette tout ce qui est orthodoxe, il critique, il cherche à savoir, il questionne, il ridiculise et il s'amuse. Sur un ton tantôt moqueur, tantôt cynique, Galbraith critique les excès du système capitaliste. Mais attention, ce n'est pas une étude exhaustive des crises financières, mais plutôt un court aperçu — Galbraith prétend que ce n'est qu'un «long article» — des points communs des crises financières de l'histoire. Pourquoi y a-t-il eu crises après crises? Pouvons-nous prédire leur arrivée ? Que pouvons-nous faire pour les empêcher ?

La première «fièvre spéculative» survint, en 1636, en Hollande, au temps des Florentins et des Vénitiens. La tulipe, ou plutôt le bulbe de tulipe, fut responsable des premières «folies collectives». C'était la tulipomanie, et tout le monde et son père voulaient posséder un bulbe de tulipe. Ce n'était pas pour ses vives couleurs chaudes, ou pour sa poésie florale et sa délicatesse qu'ils voulaient posséder cette fleur, mais plutôt pour la hausse des prix qu'elle provoquait. La spéculation — le «manquement à la raison» — s'installe ainsi; on achète en empruntant souvent des sommes exorbitantes, d'où est né le «leverage». La tulipomanie ne dura guère plus d'un an et, pour des raisons mystérieuses, certains commencèrent à soupçonner que les prix gonflés ne représentaient pas la valeur réelle des bulbes de tulipes. Ainsi naquit la ruée pour vendre. Les prix commencèrent à chuter comme dans un précipice.

Or, si l'extrême brièveté de la mémoire financière encourage la répétition des épisodes d'euphorie financière, l'illusion que l'argent et l'intelligence sont intimement liés y contribue aussi.

Les caractéristiques des périodes de «maladie spéculative» sont, entre autres, les récessions qui les suivent. L'effondrement du prix des tulipes, par exemple, provoqua une très sérieuse récession qui paralysa plusieurs années l'économie de la Hollande.

Dans sa gloire, le bulbe de tulipe se vendit facilement 50 000 $. Au lendemain du krash, on n'en voulait plus.

On récrimine, on fulmine, on cherche avec fureur des boucs émissaires. Il faut blâmer quelqu'un car jamais l'on pense que la vraie cause du drame est cette «folie collective», cette «aberration mentale». L'on croit que les marchés sont sacro-saints — ce qu'Adam Smith a appelé la «main invisible». S'ils ne fonctionnent pas, c'est que quelqu'un intervient dans leur bon fonctionnement. C'est le besoin de trouver une cause en dehors de la spéculation elle-même. La réalité, elle, est oubliée.

Si cet épisode a eu des répercussions économiques importantes pendant plusieurs années, la mémoire est courte et oublie tout souvenir du désastre. À travers l'histoire, les périodes de spéculation se sont répétées. Si ce n'était plus la tulipe, c'était l'or, le pétrole, les communications, le papier, et même les discours de Ronald Reagan. Ainsi se sont répétées les périodes d'euphorie financière. À chaque fois, elles ont été saluées par une nouvelle génération de jeunes désireux de s'enrichir... assoiffés de profits. Or, si l'extrême brièveté de la mémoire financière encourage la répétition des épisodes d'euphorie financière, l'illusion que l'argent et l'intelligence sont intimement liés y contribue aussi. Galbraith prétend que l'on a tendance à croire que les riches sont plus rusés, voire plus futés que nous le sommes. Plus un individu possède de l'argent, plus l'on croit qu'il est doté d'une vision magistrale des phénomènes économiques. Pour cette raison, ces épisodes se répètent. Et l'on recommence.

Le milieu financier est un domaine où l'on accueille mal les bons conseils, un milieu où l'on accuse ceux qui critiquent le capitalisme d'êtres agressifs, jaloux, ignorants et incapables de comprendre les enjeux complexes et importants de la finance. On les accuse de manquer de foi en la «sagesse intrinsèque» des marchés. Galbraith est toujours en conflit avec les idées reçues en économie, et ne s'en excuse pas. Mais s'il se fait traiter de traître, il ne manque pas, à son tour, de reprocher à ceux qui sont «assoiffés de profits et convaincus de leur propre génie novateur» d'avoir des «capacités intellectuelles discutables» :

«En réalité, l'individu ou les individus qui peuplent les sommets de ces institutions sont souvent là parce que, comme il est de règle dans toute grande organisation, ils étaient les plus prévisibles intellectuellement, donc les moins dangereux pour la bureaucratie».

Somme toute, une *Brève histoire de l'euphorie financière* n'est pas vraiment un livre traitant des crises économiques, mais plutôt des ridicules du capitalisme et des capitalistes, gens qui, selon Galbraith, sont affligés d'une «stupidité quasi générale».

«Ceux qui ne connaissent pas l'Histoire sont condamnés à la répéter», nous dit un vieux dicton. Les facteurs qui induisent les égarements répétés dans la démence financière n'ont pas changé depuis la tulipomanie de 1636.

S'il n'y a rien à faire, sauf peut-être adopter des lois oppressives interdisant la crédulité financière, Galbraith fait appel à la vigilance. «Le seul remède», nous dit-il, «serait un scepticisme renforcé», car les épisodes spéculatifs se répéteront bientôt. Or, l'heure est à la prudence. L'obsession financière doit être dénoncée.

Cela me rappelle un petit poème de Hugo appris dans mon enfance. Il traite de l'amour. Mais pas juste de l'amour. L'amour de l'amour, vous comprenez ?

L'amour est pur, charmant et mortel
N'y croit pas!
Tel un enfant attiré par un fleuve pas à pas,
S'y mire, s'y lave et s'y noie.

Voilà le message de Galbraith : attention à l'amour de l'amour de l'argent ! ✐

Brève histoire de l'euphorie financière
JOHN KENNETH GALBRAITH
Le Seuil, 1992

Cité libre RENCONTRE SES LECTEURS

LE 2[e] JEUDI DE CHAQUE MOIS

LE JEUDI 13 AOÛT 1992

Au cours du dîner, on aura l'occasion d'entendre un bref exposé sur le sujet suivant :

«Feu le pluralisme ?»



par

JEAN-CLAUDE LECLERC

Journaliste, autrefois éditorialiste au *Devoir*, maintenant «columnist» à *The Gazette*

Après l'exposé de notre invité, les lecteurs de *Cité libre* pourront lui poser des questions, exprimer leur opinion sur le sujet et même, si ça leur chante, faire la critique du dernier numéro de *Cité libre*.

Retenez vos places aujourd'hui même.

HEURE

À partir de **17 heures 30**, on peut prendre un apéritif à ses frais. Le dîner lui-même commence à **18 heures 30** et se termine à 21 heures 30 précises.

LIEU

LA MAISON EGG ROLL
3966, NOTRE-DAME OUEST
(à l'ouest d'Atwater)
Métro Place-Saint-Henri

AVANTAGES

❶ Grande salle moderne pouvant accueillir 350 convives

❷ Stationnement gratuit. À 300 mètres du Métro Place Saint-Henri

❸ Buffet (cuisine du Sechuan, du Hunan et de Canton, *sans monoglutamate de sodium*, et quelques plats canadiens.)

PRIX

20$ par personne;
10$ pour les étudiants et les chômeurs

RÉSERVATIONS

Téléphoner au plus tôt à MARC-B. LÉVESQUE
(514) 527-7719

S'il n'est pas là, surmontez votre aversion des machines et dictez à son répondeur automatique combien de places vous réservez ainsi que votre nom et votre numéro de téléphone. Les places étant limitées, on est prié d'avertir 24 heures à l'avance en cas d'annulation

Prochaine rencontre

LE JEUDI 10 SEPTEMBRE

Réservez dès maintenant:
(514) 527-7719

